

Corporation Fiera Capital

Rapport de gestion



Pour le trimestre clos le
31 mars 2026

Table des matières

Mode de présentation et déclarations prospectives	1
Transactions stratégiques	4
Faits saillants financiers	5
Vue d'ensemble	8
Responsabilité d'entreprise	12
Revue des marchés, de la conjoncture économique et de la stratégie de placement	14
Perspectives	25
Résultats financiers	27
Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits	28
Résultats d'exploitation et performance globale – Charges	41
Résultats d'exploitation et performance globale – Résultat net	44
Mesures non conformes aux IFRS	45
Situation de trésorerie et sources de financement	51
Sommaire des résultats trimestriels	56
Événements postérieurs à la date de clôture	64
Renseignements importants	66

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

MODE DE PRÉSENTATION ET DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Mode de présentation

Le présent rapport de gestion, daté du 7 mai 2026, contient une analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation consolidés de Corporation Fiera Capital (la « Société » ou « Fiera Capital ») au 31 mars 2026 et pour le trimestre clos à cette date. Ce rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes y afférentes pour le trimestre clos le 31 mars 2026, les états financiers consolidés annuels audités et les notes y afférentes pour les exercices clos le 31 décembre 2025 et le 31 décembre 2024, ainsi que les rapports de gestion annuels connexes. Les renseignements figurant sur tout site Web mentionné dans le présent rapport de gestion, ou accessibles par l'intermédiaire de celui-ci, ne sont pas intégrés par renvoi dans le présent rapport de gestion et n'en font pas partie et ne devraient pas être considérés comme tels, à moins qu'ils ne soient expressément intégrés par renvoi dans le présent rapport de gestion.

La Société prépare ses états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément à la Norme comptable internationale (l'International Accounting Standard ou l'« IAS ») 34 *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Par conséquent, ils n'incluent pas l'ensemble des informations à fournir pour les états financiers consolidés annuels selon les Normes internationales d'information financière (les International Financial Reporting Standards, ou « IFRS »). Les méthodes comptables adoptées sont identiques à celles utilisées par la Société dans ses états financiers au 31 décembre 2025 et pour l'exercice clos à cette date, à l'exception de l'incidence de l'adoption des normes, interprétations et modifications décrites à la note 3 afférente aux états financiers consolidés résumés intermédiaires. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires comprennent les comptes de la Société et des autres entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle, ce qui peut nécessiter l'exercice d'un jugement important. La participation ne donnant pas le contrôle dans le résultat net et les capitaux propres des filiales est présentée séparément dans les états consolidés de la situation financière, du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres. Tous les montants sont présentés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Certaines données comparatives ont été reclassées pour que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

La Société présente le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA »)¹⁾, le BAIIA ajusté¹⁾, la marge du BAIIA ajusté¹⁾, le BAIIA ajusté par action¹⁾, le résultat net ajusté¹⁾, le résultat net ajusté par action¹⁾, les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois¹⁾, les flux de trésorerie disponibles par action des 12 derniers mois¹⁾ et la dette nette¹⁾ comme principaux indicateurs de performance non conformes aux IFRS. Ces mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et elles pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. La définition de ces mesures non conformes aux IFRS et le rapprochement avec les mesures conformes aux IFRS les plus comparables sont présentés à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion.

¹⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 45 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 57 à 60.

Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion renferme des déclarations prospectives se rapportant à des événements futurs ou au rendement futur, lesquelles rendent compte des attentes ou des opinions de la direction concernant des événements futurs, y compris, sans s'y limiter, les conditions, tendances et perspectives économiques, la croissance de Fiera Capital ainsi que ses résultats d'exploitation, son rendement, ses possibilités ou occasions d'affaires, ses objectifs, ses plans et priorités stratégiques et ses initiatives, dont celles liées à la durabilité, ainsi que d'autres énoncés qui ne se rapportent pas à des faits historiques. Les déclarations prospectives peuvent comprendre des observations concernant les objectifs de Fiera Capital, les stratégies qu'elle emploie pour les atteindre, ses résultats financiers prévisionnels, ses dividendes attendus et les perspectives quant à ses activités, ainsi que concernant les économies canadienne, américaine, européenne, asiatique et les autres économies mondiales. Ces déclarations prospectives reflètent les opinions actuelles de la direction et sont fondées sur des facteurs et des hypothèses que celle-ci considère comme raisonnables à la lumière des renseignements dont elle dispose à l'heure actuelle. Ces déclarations prospectives peuvent généralement être repérées par l'emploi de mots ou d'expressions comme « hypothèse », « continuer », « estimer », « prévision », « but », « orientation », « probable », « plan », « objectif », « perspective », « potentiel », « prévoir », « projet », « stratégie » et « cible », ou d'autres mots ou expressions similaires, ou par l'emploi de verbes au futur ou au conditionnel (y compris dans leur forme négative), tels que « viser », « anticiper », « croire », « pouvoir », « s'attendre à », « prévoir », « avoir l'intention de », « planifier », « prédire », « chercher à », « devoir », « s'efforcer de » et « vouloir ».

Par leur nature, les déclarations prospectives comportent des risques et des incertitudes inhérents et reposent sur plusieurs hypothèses susceptibles de faire en sorte que les résultats ou événements réels diffèrent considérablement des attentes de la direction et que les prévisions, projections, attentes, conclusions ou énoncés se révèlent inexacts. Par conséquent, la Société ne garantit pas que les déclarations prospectives se réaliseront et les lecteurs sont priés de ne pas se fier indûment à celles-ci. Les déclarations prospectives sont présentées dans le but d'aider les investisseurs et les autres parties intéressées à comprendre certains éléments clés des objectifs, des stratégies, des attentes, des plans et des perspectives commerciales de la Société, ainsi que le contexte d'exploitation prévu. Les lecteurs sont toutefois avertis que ces renseignements peuvent ne pas être appropriés à d'autres fins.

Les événements, les résultats ou le rendement réels pourraient différer sensiblement des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes, des conclusions ou des énoncés formulés dans les déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de facteurs de risque et d'incertitudes importants, dont bon nombre sont indépendants de la volonté de Fiera Capital, notamment, sans toutefois s'y limiter, les risques liés aux éléments suivants : le rendement des placements et les placements des actifs sous gestion (les « ASG »), la concentration des ASG en lien avec les stratégies à l'égard desquelles Gestion d'actifs PineStone inc. (« PineStone ») agit à titre de sous-conseiller, les employés clés, le secteur de la gestion d'actifs et les pressions concurrentielles, les atteintes à la réputation, les litiges, la conformité réglementaire, la fidélité des clients et les rachats, la dépendance vis-à-vis les technologies de l'information et les systèmes de télécommunications ainsi que leurs éventuelles pannes et interruptions, l'inconduite et les erreurs du personnel, la couverture d'assurance, les relations avec les tiers, les conflits d'intérêts, les enjeux de protection de la vie privée, l'évaluation et le modèle de placements, les limites de la gestion du risque d'entreprise, les enjeux environnementaux et sociaux, les acquisitions et les cessions, le rythme de croissance des ASG de Fiera Capital, l'endettement, les taux et cours de marché, l'inflation, les fluctuations des taux d'intérêt, la récession, le crédit, la liquidité et la fiscalité, la structure de propriété et la possibilité de dilution, ainsi que les autres risques et incertitudes décrits dans la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 à la rubrique « Facteurs de risque et incertitudes » ou présentés dans d'autres documents que la Société dépose de temps à autre auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières et qui sont disponibles sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca.

Les renseignements contenus dans les déclarations prospectives sont fondés sur certains facteurs et hypothèses importants qui ont été appliqués pour tirer une conclusion ou faire une prévision ou une projection, notamment, sans toutefois s’y limiter : la perception par la direction des tendances historiques, des conditions actuelles et des évolutions futures prévues, la clôture réussie d’opérations stratégiques, d’acquisitions, de cessions ou d’autres stratégies de croissance ou d’optimisation, l’exactitude des estimations, des hypothèses et des jugements selon les normes comptables applicables et l’absence de tout changement important dans les normes et les politiques comptables applicables à la Société, l’absence de variation importante des taux d’intérêt, l’absence de tout changement important au taux d’imposition effectif de la Société, les rendements sur les placements correspondant aux attentes de la Société et étant conformes aux tendances historiques, l’absence de changements inattendus dans l’environnement économique, concurrentiel, juridique ou réglementaire, ou dans le secteur de la gestion d’actifs et l’absence de mesures des autorités réglementaires qui pourraient avoir une incidence importante sur les activités de la Société ou de ses partenaires commerciaux, l’absence de fluctuations importantes du taux de change entre le dollar canadien et certaines autres devises (y compris le dollar américain et la livre sterling), et l’absence de réalisation des facteurs de risque ou autres facteurs mentionnés ci-dessus ou dont il est question dans la notice annuelle de la Société pour l’exercice clos le 31 décembre 2025 ou dans d’autres documents déposés par la Société auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières de temps à autre, lesquels sont disponibles sur SEDAR+ à l’adresse www.sedarplus.ca, susceptibles d’influencer la performance ou les résultats de la Société.

Les lecteurs sont avertis que la liste précédente de facteurs de risque et d’incertitudes n’est pas exhaustive et que d’autres risques et incertitudes pourraient avoir une incidence sur la Société. D’autres risques et incertitudes, y compris ceux dont Fiera Capital n’a pas connaissance à l’heure actuelle ou qu’elle juge actuellement négligeables, pourraient également avoir une incidence défavorable importante sur les activités commerciales, la situation financière, les liquidités, les activités d’exploitation ou les résultats financiers de la Société. Lorsqu’ils se fient aux déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion ou dans toute autre communication faite par Fiera Capital, les investisseurs et les autres parties intéressées devraient examiner attentivement les risques et les incertitudes énumérés ci-dessus, ainsi que d’autres événements potentiels qui pourraient avoir une incidence sur la situation financière, les activités d’exploitation, le rendement ou les résultats de la Société.

Sauf indication contraire, les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion décrivent les attentes de la direction en date des présentes et, par conséquent, sont susceptibles d’être modifiées après cette date. Fiera Capital ne s’engage pas à mettre à jour ou à réviser les déclarations prospectives verbales ou écrites qui peuvent être formulées de temps à autre par elle ou en son nom afin de tenir compte de nouveaux renseignements, d’événements futurs ou de circonstances futures, ou pour un autre motif, sauf si elle y est tenue en vertu des lois applicables.

Transactions stratégiques

Exercice 2026

Transaction portant sur les capitaux propres avec un actionnaire minoritaire

Le 19 mars 2026, la Société a convenu de régler un conflit d'actionnaires à l'égard de Fiera Infrastructure Inc. (« FII »), une filiale de la Société. En vertu de l'entente de règlement, la Société a accepté d'acquérir une participation ne donnant pas le contrôle de 25 % dans FII, de sorte que la Société détient 100 % de FII.

Le prix d'achat de la participation ne donnant pas le contrôle correspond à la somme de la juste valeur de marché de cette participation au 26 août 2025, qui sera établie par des évaluateurs indépendants, et de 25 % du bénéfice net gagné par FII inclusivement du 27 août 2025 au 20 avril 2026, soit la date de clôture. La Société a versé un paiement initial de 17,5 millions de dollars à la date de clôture et est ainsi devenue propriétaire à 100 % de FII. Par conséquent, au 31 mars 2026, la Société a comptabilisé un passif financier de 17,5 millions de dollars lié à ce paiement initial et a comptabilisé un montant correspondant dans les capitaux propres.

Le solde restant du prix d'achat, déduction faite du paiement initial de 17,5 millions de dollars, sera payable à l'achèvement de l'évaluation prévue au troisième trimestre de 2026.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

<i>(en milliards de dollars)</i>	ASG et ASG trimestriels moyens aux et pour les trimestres clos les			Variation	
	31 mars 2026	31 décembre 2025	31 mars 2025	D'un trimestre à l'autre	D'un exercice à l'autre
Marchés publics, excluant les ASG sous-conseillés par PineStone	105,8	108,2	104,1	(2,4)	1,7
Marchés publics – ASG sous-conseillés par PineStone	32,1	33,9	36,4	(1,8)	(4,3)
Total des ASG – marchés publics ¹⁾	137,9	142,1	140,4	(4,2)	(2,5)
ASG – marchés privés	22,2	22,0	21,1	0,2	1,1
Total des ASG¹⁾	160,2	164,1	161,6	(3,9)	(1,4)
ASG trimestriels moyens ²⁾ – marchés publics, excluant les ASG sous-conseillés par PineStone	107,6	109,2	105,1	(1,6)	2,5
ASG trimestriels moyens ²⁾ – marchés publics, ASG sous-conseillés par PineStone	33,7	35,3	38,4	(1,6)	(4,7)
Total des ASG trimestriels moyens ^{1), 2)} – marchés publics	141,3	144,5	143,5	(3,2)	(2,2)
ASG trimestriels moyens ²⁾ – marchés privés	22,0	22,0	20,9	—	1,1
Total des ASG trimestriels moyens^{1), 2)}	163,3	166,4	164,4	(3,1)	(1,1)

<i>(en millions de dollars, à moins d'indication contraire)</i>	Sommaire des résultats financiers pour les trimestres clos les		
	31 mars 2026	31 décembre 2025	31 mars 2025
Produits	153,3	180,1	162,9
Résultat net³⁾	2,8	7,7	21,8
BAIIA ajusté⁴⁾	42,7	54,7	43,4
Marge du BAIIA ajusté⁴⁾	27,9 %	30,4 %	26,6 %
Résultat net ajusté^{3), 4)}	23,5	29,9	25,4
Par action – de base			
Résultat net ³⁾	0,03	0,07	0,20
BAIIA ajusté ⁴⁾	0,40	0,51	0,40
Résultat net ajusté ⁴⁾	0,22	0,28	0,24
Par action – dilué			
Résultat net ³⁾	0,03	0,07	0,17
BAIIA ajusté ⁴⁾	0,38	0,43	0,31
Résultat net ajusté ⁴⁾	0,21	0,24	0,20
Flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois⁴⁾	95,6	78,9	86,7

¹⁾ Les totaux partiels peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

²⁾ Les actifs sous gestion trimestriels moyens pour une période donnée correspondent à la moyenne de la valeur des actifs sous gestion à la fin de chaque mois de la période.

³⁾ Attribuable aux actionnaires de la Société.

⁴⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 45 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 57 à 60.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

- Les actifs sous gestion se sont chiffrés à 160,2 milliards de dollars, en baisse de 3,9 milliards de dollars, ou 2,4 %, par rapport au 31 décembre 2025, en raison principalement de l'incidence défavorable des marchés de 2,9 milliards de dollars, de la croissance interne nette négative de 1,3 milliard de dollars au sein des marchés publics et de la clôture des stratégies Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core », laquelle a réduit les actifs sous gestion de 0,7 milliard de dollars. Ces diminutions des actifs sous gestion ont été compensées en partie par l'incidence favorable de la conversion des monnaies étrangères de 1,0 milliard de dollars.
 - La croissance interne nette négative comprend un montant de 0,5 milliard de dollars lié aux actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller, lequel est attribuable aux contributions nettes liées aux clients actuels, et un montant de 0,8 milliard de dollars lié aux marchés publics, compte non tenu des actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller. Les sorties liées aux stratégies fondées sur les actions ont été partiellement contrebalancées par les entrées liées aux stratégies fondées sur les titres à revenu fixe.
 - La croissance interne nette attribuable aux stratégies sur les marchés privés a été relativement stable puisque les nouveaux mandats ont été contrebalancés par les remboursements de capital.
 - Au cours du premier trimestre de 2026, il n'y a pas eu d'actifs sous gestion transférés directement à PineStone. Selon l'information connue à l'heure actuelle, la direction sait que deux clients ont demandé des transferts d'actifs sous gestion se chiffrant à environ 3,6 milliards de dollars directement à PineStone. La direction s'attend toutefois à ce que les transferts d'actifs sous gestion à PineStone en 2026 soient inférieurs aux transferts de mandats de 5,9 milliards de dollars enregistrés en 2025.
- Les produits se sont chiffrés à 153,3 millions de dollars, en baisse de 26,8 millions de dollars, ou 14,9 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement des honoraires de performance qui se sont matérialisés au trimestre précédent, de la baisse des honoraires de gestion sur les marchés publics et de la baisse des commissions d'engagement et frais de transaction.
- Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 42,7 millions de dollars, soit une diminution de 12,0 millions de dollars, ou 21,9 %, par rapport au trimestre précédent, principalement en raison du calendrier de réalisation des honoraires de performance au trimestre précédent, facteur contrebalancé en partie par la baisse de la charge de rémunération du personnel et des honoraires de sous-conseiller.
- Le résultat net ajusté s'est chiffré à 23,5 millions de dollars, en baisse de 6,4 millions de dollars, ou 21,4 %, par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la baisse des produits, partiellement contrebalancée par la baisse des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions, par la baisse de la charge d'impôt sur le résultat et par la baisse de la charge d'intérêts sur les débetures.
- Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société a diminué de 4,9 millions de dollars, ou 63,6 %, par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la baisse des produits, compensée en partie par la baisse des frais de vente et charges générales et administratives, la baisse de la charge d'impôt sur le résultat et la baisse de la charge d'intérêts sur les débetures.
- Les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois se sont chiffrés à 95,6 millions de dollars, soit une augmentation de 16,7 millions de dollars, ou 21,2 %, par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à la baisse des dividendes versés aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle, aux variations favorables du fonds de roulement et à la diminution de l'intérêt versé sur la dette à long terme.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

- Les actifs sous gestion se sont chiffrés à 160,2 milliards de dollars, soit une baisse de 1,4 milliard de dollars, ou 0,9 %, par rapport à la période correspondante de 2025. Cette diminution est attribuable aux facteurs suivants :
 - La croissance interne nette négative de 6,3 milliards de dollars liée aux marchés publics, principalement attribuable aux retraits de 5,4 milliards de dollars liés à des actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller.
 - La clôture des stratégies Actions canadiennes de petite capitalisation et Opportunités micro cap, qui a réduit les actifs sous gestion de 1,1 milliard de dollars, ainsi que la clôture de la stratégie Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core », qui a réduit les actifs sous gestion de 0,7 milliard de dollars.
 - Ces baisses ont été en grande partie contrebalancées par l'incidence favorable du marché de 6,2 milliards de dollars provenant à la fois de mandats fondés sur des actions et de mandats fondés sur des titres à revenu fixe, ainsi que la croissance interne nette positive de 0,7 milliard de dollars sur les marchés privés.
- Les produits se sont chiffrés à 153,3 millions de dollars, en baisse de 9,6 millions de dollars, ou 5,9 %, par rapport à la période correspondante de 2025, en raison principalement de la diminution des honoraires de gestion liés à des mandats pour lesquels PineStone est sous-conseiller, de la diminution de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées ainsi que de la diminution des commissions d'engagement et frais de transaction.
- Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 42,7 millions de dollars, soit une diminution de 0,7 million de dollars, ou 1,6 %, par rapport à la période correspondante de 2025, principalement en raison de la baisse des produits, facteur en grande partie contrebalancé par la baisse de la charge de rémunération du personnel et des honoraires de sous-conseiller.
- Le résultat net ajusté s'est chiffré à 23,5 millions de dollars, en baisse de 1,9 million de dollars, ou 7,5 %, par rapport à la période correspondante de 2025, principalement en raison de la baisse des produits et de la hausse de la charge d'impôt sur le résultat, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions.
- Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'est établi à 2,8 millions de dollars, soit une baisse de 19,0 millions de dollars, ou 87,2 % par rapport à la période correspondante de 2025. Cette baisse s'explique surtout par un profit de 12,7 millions de dollars découlant de la réévaluation d'un placement comptabilisé au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent et lié à l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier, par la diminution des produits et par la hausse des coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts. Ces diminutions ont été contrebalancées en partie par la baisse des frais de vente et charges générales et administratives.
- Les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois se sont chiffrés à 95,6 millions de dollars, soit une augmentation de 8,9 millions de dollars, ou 10,3 %, par rapport à la période correspondante de 2025. Cette augmentation est principalement attribuable à la baisse des dividendes versés aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle et à la baisse des paiements de loyers.

VUE D'ENSEMBLE

Vue d'ensemble de la Société

Fiera Capital est une société de gestion de placement indépendante de premier plan jouissant d'une présence mondiale en croissance dont les actifs sous gestion se chiffraient à 160,2 milliards de dollars au 31 mars 2026. La Société offre des solutions multi-actifs personnalisées tirant parti d'un vaste éventail de catégories d'actifs sur les **marchés publics et privés**. Nos stratégies s'adressent à la clientèle des **Marchés institutionnels**, des **Intermédiaires financiers** et de la **Gestion privée** d'investisseurs individuels établie au **Canada**, aux **États-Unis**, en **Europe**, au **Moyen-Orient**, en **Afrique** (« **EMOA** ») et dans les principaux marchés d'**Asie**.

Au 31 mars 2026, la Société comptait environ 771 employés permanents, dont environ 224 professionnels des placements.

Philosophie de placement et équipes de placement

Fiera Capital croit qu'une analyse disciplinée et méthodique, combinée à un processus de placement rigoureux, constitue la pierre d'assise de rendements supérieurs. Le modèle de gestion active de la Société met l'accent sur le travail d'équipe ainsi que sur le libre échange d'idées au sein d'une équipe chevronnée de professionnels en placement.

La recherche est au cœur de la philosophie de placement de la Société et sert de fondement aux décisions tout au long du processus de gestion de portefeuille. Les capacités de recherche de Fiera Capital sont intégrées à l'ensemble de l'organisation et s'expriment par l'intermédiaire d'équipes et de pratiques spécialisées. Une recherche indépendante fondamentale ascendante sous-tend les stratégies de la Société fondées sur les actions et ses approches en revenu fixe orientées vers le crédit. Les équipes de placement effectuent chaque année un contrôle diligent des entreprises, incluant des visites chez les émetteurs et des rencontres avec leurs équipes de direction. Une recherche fondamentale descendante rigoureuse, non liée à l'analyse de courtiers externes ni à celle des agences de notation, constitue la pierre d'assise des stratégies à revenu fixe gérées activement. Cette approche se traduit par des opinions indépendantes des tendances du marché.

Une recherche interne à l'échelle macroéconomique et sur les marchés est au cœur du processus de répartition de l'actif de la Société, lequel a été conçu pour assurer l'équilibre entre les objectifs de rendements et la préservation du capital, et ce, quel que soit le contexte du marché. La gestion du risque est intégrée à l'ensemble du cycle de vie des placements, de la prise ferme initiale et de la constitution du portefeuille jusqu'au suivi et à l'examen continu. La Société applique un cadre rigoureux conçu pour repérer, évaluer et gérer les risques significatifs, dans le but de maintenir les portefeuilles à l'intérieur d'une fourchette de paramètres de risque définis et de respecter les contraintes imposées par les clients et les organismes de réglementation.

Le Bureau de placement mondial (le « **BPM** ») exerce une surveillance indépendante du risque de placement de façon à séparer le réexamen et la gouvernance de la fonction de gestion de portefeuille. Le BPM surveille un large éventail d'indicateurs de risque dans le portefeuille, vérifie les concentrations de risque et les expositions à ceux-ci et soutient les processus d'escalade hiérarchique et de correction, au besoin, ce qui contribue à l'application uniforme des normes de gestion du risque et à une solide gouvernance des placements.

Vue d'ensemble

Fiera Capital et ses professionnels des placements, y compris les gestionnaires de portefeuille et leurs équipes, sont tenus d'agir de manière professionnelle, responsable et diligente, dans l'intérêt supérieur des clients, en vue de créer une valeur durable à long terme. Les professionnels en placement de Fiera Capital constituent un vaste bassin de compétences en gestion d'actifs dont le mandat consiste à générer le meilleur rendement possible pour la clientèle tout en respectant les contraintes de risque de chaque politique de placement.

Plateformes de placement

Fiera Capital adopte une approche centrée sur la création de valeur et l'optimisation des processus pour gérer ses plateformes de placement sur les marchés publics et privés, ce qui se traduit par une gestion stratégique et tactique de la répartition du capital au sein des deux plateformes à l'échelle mondiale, l'objectif étant de générer des rendements supérieurs et durables pour ses clients.

- **Marchés publics** : La gamme mondiale de placements et de solutions de Fiera Capital sur les marchés publics comprend un large éventail de stratégies couvrant les actions, les titres à revenu fixe et les stratégies équilibrées de différents styles de placement. Ces stratégies sont gérées grâce à des processus d'investissement rigoureux, tant de type ascendant que descendant. Ces stratégies s'étendent aux marchés nationaux et internationaux, couvrant un large éventail de capitalisations boursières, de qualités de crédit, d'échéances et d'autres critères essentiels propres à chaque catégorie d'actifs.
- **Marchés privés** : Dans le domaine des marchés privés, la plateforme de placement diversifiée de Fiera Capital continue de se développer à un rythme constant, en offrant aux clients des produits adaptés à des profils de risque et de rendement différenciés et durables, grâce à une gamme de stratégies de placement spécialisées. La plateforme des marchés privés de Fiera Capital propose aux clients une gamme complète de stratégies, chacune visant à atteindre des objectifs de placement spécifiques, tout en favorisant la diversification du portefeuille et l'amélioration des rendements à long terme.

Réseaux de distribution

Fiera Capital reconnaît que des relations solides avec les investisseurs sont cruciales pour sa croissance et son succès à long terme. Par l'intermédiaire de ses réseaux de distribution, la Société s'efforce de prodiguer des conseils de premier plan personnalisés et adaptés aux besoins particuliers de chaque client. Ses activités de service à la clientèle s'articulent autour de trois réseaux de distribution principaux :

- **Marchés institutionnels** : Fiera Capital dessert une clientèle institutionnelle diversifiée à l'échelle mondiale qui comprend des régimes de retraite de grandes sociétés et institutions financières, des fonds de dotation, des fondations des communautés des Premières Nations, des organisations religieuses et organismes de bienfaisance, ainsi que des fonds du secteur public d'importantes municipalités et universités. Ces comptes sont gérés sur une base séparée et groupée, offrant des solutions sur mesure pour répondre aux besoins diversifiés des investisseurs institutionnels.

Vue d'ensemble

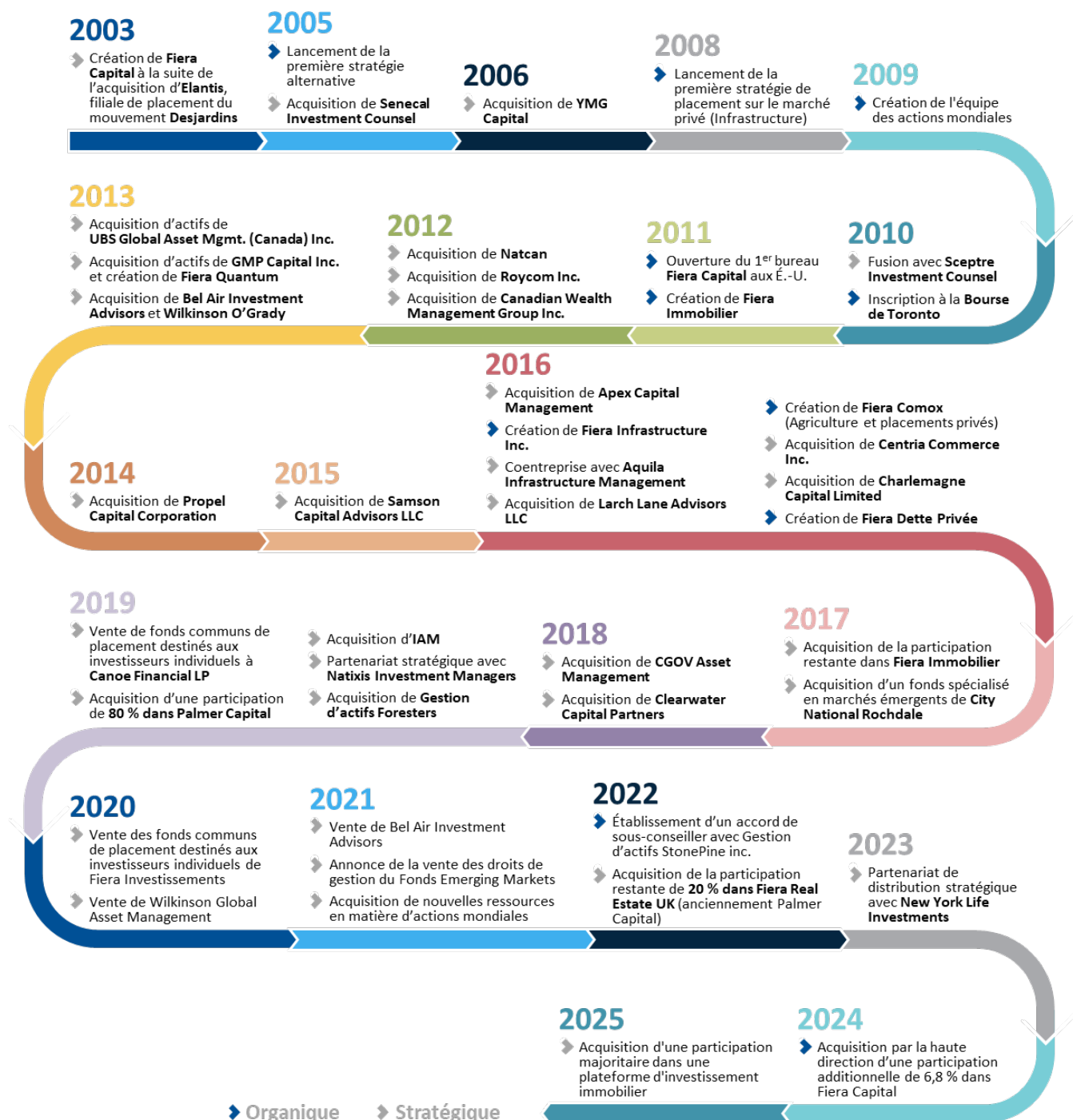
- **Intermédiaires financiers** : Fiera Capital entretient des relations avec des institutions financières et des intermédiaires financiers à l'échelle mondiale, comme des banques et les membres de leur groupe, des compagnies d'assurance et des réseaux de conseillers financiers indépendants. La Société agit à titre de sous-conseillère relativement à la gestion de leurs fonds communs de placement, portefeuilles modèles, fonds en gestion commune et fonds négociés en bourse dans diverses catégories d'actifs. Les relations de sous-conseil permettent aux investisseurs de détail et aux investisseurs fortunés d'accéder aux stratégies de placement complètes de la Société et de bénéficier de son expertise approfondie des secteurs. Fiera Capital met également ses propres fonds et stratégies à la disposition des intermédiaires financiers au moyen d'ententes de courtage et de distribution.
- **Gestion privée** : Fiera Capital offre également des solutions de gestion de patrimoine sur mesure pour les particuliers fortunés et les bureaux de famille, ainsi que pour les fondations familiales, les fonds de dotation et les fiducies et les successions, et ce, tant au Canada qu'aux États-Unis. Ce volet se concentre sur la réalisation de rendements absolus tout en préservant le capital. Pour atteindre ces objectifs, Fiera Capital adopte une approche globale qui combine des stratégies de placement sur les marchés publics et privés, incluant l'analyse des placements existants et de la situation personnelle des clients, l'élaboration de politiques de placements sur mesure, ainsi que la prise de décisions éclairées en matière d'allocation tactique et stratégique des actifs.

Fiera Capital a également conclu des partenariats de sous-conseillers et de distribution pour distribuer certaines stratégies, ce qui lui permet d'étendre sa portée dans les régions et les segments de clientèle ciblés.

Vue d'ensemble

Évolution de la Société

Le diagramme suivant présente les principaux développements des activités depuis la création de la Société en 2003.



RESPONSABILITÉ D'ENTREPRISE

Investissement durable

En tant que gestionnaire de placement mondial, Fiera Capital reconnaît qu'il lui incombe d'attribuer efficacement le capital de façon à générer de la valeur durable à long terme pour ses clients tout en contribuant positivement aux collectivités et aux marchés dans lesquels elle exerce ses activités. L'engagement de la Société en matière d'investissement durable est un élément central de son approche visant à favoriser la création d'une richesse durable pour ses clients.

Pour ce faire, Fiera Capital a élaboré une stratégie d'investissement durable fondée sur trois piliers clés grâce auxquels elle intègre les facteurs liés à la durabilité dans ses activités et ses décisions de placement.

Résilience : Nous bénéficions d'une plateforme d'investissement résiliente et innovante, en répondant aux défis grâce à une gouvernance et à des processus efficaces.

Responsabilité : Nous cherchons à exploiter nos activités de manière responsable, et à tenir compte de notre impact sur la planète et les personnes.

Engagement : Nous croyons qu'il est crucial de favoriser la collaboration et l'inclusion pour atteindre les objectifs de durabilité de la Société. La compréhension et l'intégration des points de vue des parties prenantes sont essentielles à son succès.

Grâce à la stratégie de durabilité de Fiera Capital, la Société est prête à gérer les risques et à profiter d'occasions de création de valeur à long terme. La Société est d'avis que les organisations qui comprennent et gèrent adéquatement les facteurs significatifs liés à la durabilité, ainsi que les risques et les occasions connexes, ont tendance à créer des entreprises et des actifs plus résilients et de meilleure qualité, et sont donc mieux positionnées pour produire une valeur économique durable à long terme. Par conséquent, Fiera Capital estime que pour être en mesure de remplir son obligation fiduciaire et d'exercer son mandat, il est essentiel qu'elle intègre les facteurs liés à la durabilité et des critères de saine gouvernance à son analyse et à ses processus décisionnels en matière de placements.

Depuis 2009, Fiera Capital est signataire des Principes pour l'investissement responsable des Nations Unies, dont l'objectif est de favoriser l'acceptation et la mise en œuvre de ces principes au sein de l'industrie des placements. La Société collabore avec les parties prenantes dans l'ensemble de la chaîne de valeur des placements, participe activement à de nombreux réseaux et initiatives d'investissement durable, et adhère aux politiques et aux codes d'éthique établis.

Pour en savoir davantage sur l'approche de la Société en matière d'investissement durable en ce qui a trait à sa plateforme de placement, nous vous invitons à consulter la page « Investissement durable » du site Web de Fiera Capital.

Diversité, équité et inclusion (« DEI »)

La diversité des opinions et des points de vue décuple la capacité de Fiera Capital à trouver des solutions innovantes et donc à garantir la prospérité durable de tous ses clients. Pour Fiera Capital, il est indispensable de créer une culture axée sur le respect, l'inclusion et l'entraide pour pouvoir collaborer, générer des perspectives d'affaires concurrentielles et prendre des décisions plus éclairées. À mesure que la Société poursuit sa croissance, elle aspire à atteindre un degré de diversité qui constitue un reflet fidèle des collectivités et des entreprises du monde auxquelles elle fournit de l'assistance et des services.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur nos initiatives en matière de DEI, veuillez consulter la section « Responsabilité d'entreprise » du site Web de la Société ainsi que la rubrique sur la DEI dans la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, laquelle est disponible sur le site de SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.ca, et sur le site Web de la Société.

Programme de cybersécurité

Fiera Capital a mis en place un programme complet de cybersécurité à l'échelle mondiale, guidé par une politique mondiale de sécurité de l'information et une gestion rigoureuse des risques, et qui intègre les personnes, les processus, la technologie et l'information. Le programme, conforme à la norme ISO 27001/2, a pour objectif le respect du cadre de cybersécurité du NIST et l'intégration des CIS Critical Security Controls (les « contrôles CIS »); il est dirigé par le bureau du chef mondial de la sécurité des systèmes d'information et est supervisé par le comité de gouvernance de la sécurité de Fiera Capital, lequel inclut les membres de la haute direction. Le comité d'audit et de gestion des risques joue un rôle crucial dans la gouvernance du programme de cybersécurité, en assurant la surveillance aux fins de la reddition de comptes et de l'alignement stratégique. Il obtient au moins une fois par année, et de façon ponctuelle, un rapport de la haute direction sur le programme de sécurité de l'information de la Société, y compris sur les questions de cybersécurité.

Les risques liés à la cybersécurité sont pris en compte dans le cadre de gestion des risques d'entreprise, et Fiera Capital assure une surveillance et une gestion efficaces des risques liés à la cybersécurité au moyen de contrôles d'atténuation proactifs et d'une couverture d'assurance appropriée. Un cadre exhaustif de gestion des risques liés aux tiers est en place pour assurer des mesures de cybersécurité adéquates au sein de la chaîne d'approvisionnement et de l'écosystème de fournisseurs.

Afin de renforcer la sécurité et la protection de ses données, la Société a recours à une stratégie de défense en profondeur axée sur la détection, la protection et la réponse efficaces aux menaces, grâce à des moyens technologiques avancés tels que les systèmes de détection des intrusions, les protocoles de chiffrement et une protection robuste des points terminaux. L'approche proactive de Fiera Capital s'étend à la reprise après sinistre, à la planification de la continuité des activités, aux tests de pénétration annuels, aux évaluations mensuelles de la vulnérabilité et à un plan d'intervention officiel en cas d'incident couvrant toutes les étapes de la gestion des incidents. Fiera Capital passe en revue et améliore constamment son environnement afin d'optimiser la sécurité tout en favorisant la gestion des opérations.

En parallèle, Fiera Capital favorise l'adoption d'une culture de la cybersécurité au moyen d'une formation complète et de campagnes de sensibilisation. Les nouveaux employés sont tenus de suivre des programmes de sensibilisation à la sécurité, et tous les employés reçoivent une formation annuelle en matière de sécurité accompagnée d'une attestation de connaissance des politiques connexes. Des simulations d'hameçonnage fréquentes, y compris des campagnes ciblées et des formations d'appoint pour les employés fautifs et ceux exerçant des rôles à risque élevé, aident à la sensibilisation et à la préparation en matière de cybersécurité.

REVUE DES MARCHÉS, DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET DE LA STRATÉGIE DE PLACEMENT

Perspective macroéconomique – Contexte mondial

Le premier trimestre de 2026 a marqué un changement de conjoncture macroéconomique. Les politiques commerciales, qui avaient dominé au cours de l'exercice 2025, ont été reléguées à l'arrière-plan par le conflit au Moyen-Orient en tant que principal facteur de risque à l'échelle mondiale. La flambée des prix du pétrole, amplifiée par les perturbations du trafic dans le détroit d'Ormuz, risque de freiner la croissance et d'accentuer les pressions sur les prix déjà élevés. Même si un règlement était négocié, les dommages causés aux chaînes d'approvisionnement et aux infrastructures laissent présager que les prix du pétrole demeureront élevés plus longtemps qu'il n'est généralement prévu, ce qui accroît la probabilité d'un scénario de stagflation.

Aux États-Unis, l'économie était relativement vigoureuse avant ce choc, affichant une croissance supérieure à la tendance et un marché du travail stable. L'inflation de base demeure toutefois nettement supérieure à la cible de la Réserve fédérale et les pressions sur les prix liées aux droits de douane ne se sont pas encore entièrement répercutées sur l'économie. Compte tenu de la possibilité réduite de désinflation, la Réserve fédérale laissera vraisemblablement ses taux inchangés pendant une période prolongée et maintiendra une position légèrement restrictive.

Au Canada, une inflation plus élevée s'est installée, mais son incidence sur la croissance demeure modérée. Les exportateurs d'énergie atténuent les perturbations, mais les droits de douane américains et la révision de l'ACEUM ébranlent la confiance, de sorte que la Banque du Canada est en mode attentiste, se préparant à relever ses taux si les attentes devaient changer. L'Europe et le Royaume-Uni subissent des pressions plus marquées en tant qu'importateurs nets d'énergie, tandis que la reprise en Allemagne, portée par les secteurs des infrastructures et de la défense, comporte un risque de déraillement. La Banque centrale européenne et la Banque d'Angleterre ont toutes deux adopté une position axée sur la patience et le resserrement. En Chine, la faiblesse de la demande intérieure et l'incertitude liée aux droits de douane sont désormais exacerbées par les perturbations géopolitiques, ce qui met en évidence la nécessité de la mise en place immédiate de mesures de relance par Pékin.

Ces facteurs ont des répercussions directes sur les marchés publics. Pour les titres à revenu fixe, le début de la période a été marqué par un contexte de plus en plus asymétrique, de sorte que les signes de stagflation nuisent aux obligations en tant que valeurs refuges traditionnelles. Nous nous attendons à une accentuation baissière des courbes de rendement, se caractérisant par des rendements à long terme qui subissent des pressions à la hausse en raison des risques d'inflation, des resserrements par les banques centrales plus importants que ne l'anticipent les marchés, ainsi que des primes à terme plus élevées liées au changement d'orientation, passant d'un assouplissement monétaire à une expansion budgétaire. Sauf s'il y a une récession, la trajectoire la plus probable des rendements obligataires demeure orientée à la hausse, et nous conservons une sous-pondération en obligations.

Pour les actions, la modération de la croissance et les contraintes que connaissent les banques centrales plaident pour une position défensive. L'indice S&P 500 a enregistré un rendement inférieur au premier trimestre, alors que les « sept magnifiques » sont entrés dans une période de correction en raison de préoccupations liées aux évaluations, tandis que l'indice S&P/TSX a inscrit une performance supérieure grâce à la vigueur des secteurs de l'énergie et des matières. La hausse des prix du pétrole ne s'est pas encore traduite par des révisions à la baisse des bénéfices, de sorte que les évaluations et les bénéfices pourraient faire l'objet d'ajustements. Comme l'équilibre des risques laisse entrevoir une conjoncture défavorable pour les actions, nous maintenons une sous-pondération modérée pour l'horizon tactique de 12 à 18 mois.

Les marchés des devises et des marchandises reflètent ces facteurs contradictoires. Le dollar américain s'est apprécié grâce à la demande de valeurs refuges et à la diminution des attentes à l'égard d'une baisse des taux, tandis que l'euro, la livre sterling, le yen et le dollar canadien se sont tous affaiblis. Le prix du pétrole a fortement augmenté en raison des perturbations dans le détroit d'Ormuz, et le prix plancher devrait demeurer nettement supérieur aux prix en vigueur avant le conflit. L'or s'est apprécié au cours du trimestre, malgré son pire mois de mars depuis 2008, sans toutefois jouer son rôle de valeur refuge dans un contexte de raffermissement des rendements et du dollar américain. Le prix du cuivre a subi de fortes fluctuations, ayant d'abord été soutenu par le resserrement de l'offre et la demande liée à l'intelligence artificielle (« IA »), puis ayant baissé en raison du conflit au Moyen-Orient. L'équilibre des risques demeure orienté à la baisse, alors qu'un conflit prolongé au Moyen-Orient, une reprise de la guerre commerciale ou une correction des titres liés à l'IA pourraient accentuer le risque de récession. Les scénarios haussiers susceptibles de contrebalancer ces risques, qu'il s'agisse d'un règlement rapide à la suite de négociations ou d'un choc de productivité attribuable à l'IA, semblent moins probables sur l'horizon tactique.

Dans un tel contexte, nous maintenons une sous-pondération en actions et en obligations et considérons la trésorerie comme l'une des rares valeurs refuges fiables, compte tenu du risque accru de turbulences sur les marchés. Les stratégies axées sur les marchés privés, comme le crédit privé, les actifs réels et les placements privés, complètent cette position grâce à leurs profils de rendements relativement stables, à leur volatilité moindre et à leur faible corrélation avec les marchés publics.

Performance des stratégies de placement – Marchés publics

Le rendement des marchés publics a divergé selon les styles et les catégories d'actifs. Les approches en actions axées sur la qualité ont connu d'importantes difficultés stylistiques découlant de la rotation, tandis que les stratégies fondées sur les titres à revenu fixe étaient généralement bien positionnées grâce au portage, à la durée et à la répartition sectorielle.

Stratégies fondées sur les actions

Actions de sociétés à grande capitalisation

Les stratégies phares fondées sur des actions de sociétés à grande capitalisation ont connu un premier trimestre difficile. La rotation portée par les marchandises et le repli des titres de croissance de qualité se sont révélés particulièrement défavorables pour les approches en actions concentrées et axées sur la qualité dont l'exposition aux marchandises est limitée.

- Les **stratégies Actions canadiennes à grande capitalisation** ont affiché des résultats contrastés par rapport à l'indice S&P/TSX au premier trimestre, car la remontée portée par les marchandises ayant créé une divergence entre les deux mandats. La stratégie phare a enregistré un rendement inférieur presque entièrement attribuable à ses sous-pondérations dans les secteurs de l'énergie et des matières, lesquels ont fortement augmenté, ce qui a fortement nui au rendement au cours du trimestre. La stratégie « Core » a surclassé l'indice S&P/TSX, ayant surtout profité d'une solide sélection de titres dans le secteur de l'énergie, où les titres détenus par le portefeuille ont nettement surclassé l'ensemble du secteur, et dans le secteur des matières. À long terme, les deux stratégies continuent de procurer des résultats concurrentiels aux clients.
- La **stratégie Actions américaines « Core » Apex** a été légèrement surclassée par l'indice S&P 500 au premier trimestre, puisque la mauvaise sélection de titres dans les secteurs des soins de santé et des produits industriels a contrebalancé la solide sélection de titres dans le secteur des technologies de l'information. Malgré les résultats au cours du trimestre, la stratégie continue de prioriser rigoureusement les sociétés de grande qualité.

- La **stratégie Actions de croissance américaines Apex** a inscrit un rendement inférieur à celui de l'indice S&P 500 au premier trimestre, en raison de son exposition minimale au secteur de l'énergie, jumelée à la sélection de titres dans les secteurs des soins de santé et des produits industriels. La stratégie continue d'afficher des résultats de premier quartile depuis sa création en 1990.
- La **stratégie Internationale « ADR » Apex** a enregistré un rendement inférieur à celui de l'indice MSCI EAFE, car la sélection de titres dans les secteurs des services financiers et des produits industriels a nui aux rendements relatifs. La stratégie continue de procurer une valeur élevée aux investisseurs depuis sa création en 2011.
- La **stratégie Atlas sociétés mondiales** a affiché un rendement inférieur au cours du trimestre, principalement en raison de la sélection de titres dans les secteurs des produits industriels et des soins de santé, alors que l'absence d'exposition de la stratégie au secteur de l'énergie a accentué l'écart. Malgré un trimestre difficile, la stratégie continue de surclasser l'indice MSCI Monde depuis sa création en 2017.
- Les **stratégies sous-conseillées par PineStone** ont affiché des rendements inférieurs à ceux de leurs indices de référence respectifs, dans des proportions variables, au cours du premier trimestre. La stratégie Actions américaines a enregistré l'écart négatif le plus faible, car l'absence d'exposition au secteur de l'énergie, jumelée à la sélection de titres dans les secteurs des produits industriels et des technologies de l'information, a plus que contrebalancé la sélection favorable dans le secteur des biens de consommation discrétionnaire. La stratégie Actions mondiales a enregistré un rendement décevant, et sa sous-pondération dans le secteur de l'énergie explique la majeure partie de son sous-rendement, qui a été compensé en partie par la sélection de titres dans le secteur des technologies de l'information. La stratégie Actions internationales a enregistré le sous-rendement le plus marqué, puisque la mauvaise sélection de titres dans les secteurs des produits industriels et des soins de santé s'est ajoutée à l'effet défavorable de l'absence d'exposition au secteur de l'énergie et de la surpondération dans le secteur des biens de consommation discrétionnaire. À long terme, les trois stratégies continuent d'afficher un rendement supérieur à celui de leur indice de référence respectif depuis la création.

Stratégies de petite capitalisation, moyenne capitalisation, marchés émergents et marchés frontières

La rotation sectorielle au cours du trimestre a continué d'influer sur les résultats dans ce segment, de sorte que les stratégies phares ont affiché des rendements absolus et relatifs contrastés.

- La **stratégie Actions américaines à petite et moyenne capitalisation** a affiché un rendement inférieur à celui de l'indice Russell 2500 Growth, l'écart étant concentré dans la sélection de titres du secteur des logiciels et des services de TI, où plusieurs titres à croissance élevée ont fortement reculé dans le contexte du mouvement de vente des actions de croissance. Les titres liés aux semi-conducteurs ont partiellement contrebalancé ce facteur. Les résultats à long terme sont demeurés solides, grâce à une valeur ajoutée annualisée de plus de 300 points de base depuis l'année 2000.
- La **stratégie axée sur les marchés émergents** a continué d'enregistrer un rendement supérieur à celui de l'indice MSCI Marchés émergents, en raison de l'excellente sélection de titres à Taïwan et en Chine, jumelée à la surpondération en titres de la Corée. Le rendement depuis la création demeure solide.
- La **stratégie Marchés émergents sélects** a franchi une étape importante au cours du trimestre, ayant atteint un historique de rendement de cinq ans, et continue de générer une valeur ajoutée importante depuis sa création. À court terme, le rendement a été inférieur à celui de l'indice de référence, car les surpondérations en titres du Vietnam et de la Grèce et la sélection de titres en Arabie saoudite ont nui aux résultats.
- La **stratégie Marchés frontières** a inscrit un rendement inférieur à celui de son indice de référence au cours du trimestre, en raison de sa sous-pondération en titres de certains des pays frontaliers les plus performants, comme Oman et la Roumanie. La stratégie continue de générer des résultats à long terme solides pour les investisseurs.

- Les **stratégies Marchés émergents et Marchés frontières** ont généré, pour une rare fois, des rendements négatifs pour le trimestre, car l'exposition à long terme à l'Inde a nui au rendement. Malgré tout, la stratégie axée sur les positions acheteur et vendeur continue de générer des rendements annualisés à deux chiffres depuis sa création.

Stratégies fondées sur les titres à revenu fixe

Les stratégies fondées sur les titres à revenu fixe canadiens ont toutes affichées un rendement supérieur à celui de leurs indices de référence au cours du trimestre.

- La **stratégie Active Core** a tiré avantage de la gestion de la durée, tandis que la **stratégie Strategic Core** a tiré parti des écarts, de l'évolution prévisible du rendement par rapport au temps écoulé, ainsi que du portage.
- Les **stratégies de gestion intégrée « Core »** et **Universel de sociétés** ont ajouté de la valeur au moyen de la répartition sectorielle et de la sélection de titres, grâce à des surpondérations par rapport à leurs indices de référence.
- La **stratégie axée sur la dette d'infrastructure** a généré une valeur relative positive, principalement grâce à la répartition sectorielle et à la sélection de titres dans les sous-secteurs des infrastructures liées aux services publics et aux soins de santé.
- La **stratégie de gestion axée sur la valeur relative** a permis d'ajouter de la valeur grâce aux écarts et à la gestion de la durée dans la composante à positions acheteur seulement, ainsi qu'au positionnement sur la courbe dans la composante de superposition.

La plupart des stratégies fondées sur les titres à revenu fixe étrangers ont surclassé leur indice de référence respectif au cours du trimestre.

- La **stratégie de revenu fixe mondial multisectoriel** a enregistré un rendement supérieur au premier trimestre, ce qui reflète son positionnement défensif, sa gestion active de la durée et sa solide sélection de titres.
- La **stratégie Tax Efficient Core Intermediate** a affichée un rendement semblable à celui de son indice de référence au premier trimestre, tandis que la durée et le positionnement sur la courbe ont tous deux favorisé le rendement. La **stratégie Tax Efficient Core Plus** a enregistré un rendement inférieur, principalement en raison d'une sous-pondération du segment des échéances de 15 ans de la courbe. Pour les deux stratégies, des facteurs techniques liés aux titres de l'indice de référence ont eu une légère incidence défavorable sur le rendement vers la fin du trimestre, mais la situation devrait se normaliser à mesure que la liquidité des marchés s'améliorera.
- La stratégie **U.S. High Grade Core Intermediate** a surclassé son indice de référence au cours du trimestre, grâce à une légère sous-pondération de la durée et à une préférence pour les obligations de sociétés de meilleure qualité, ce qui a été avantageux puisque les obligations de sociétés ont été les titres les moins performants de l'indice.

Dans l'ensemble des stratégies fondées sur les titres à revenu fixe étrangers et canadiens, le rendement à long terme demeure vigoureux, et presque toutes les stratégies ont surclassé les indices de référence depuis leur création.

Stratégies d'investissement équilibré

Les stratégies équilibrées ont enregistré des rendements relatifs et absolus négatifs au premier trimestre de 2026. Les décisions relatives à la répartition tactique de l'actif ont eu une incidence favorable, mais les résultats plus faibles obtenus par les stratégies d'actions sous-jacentes ont plus que contrebalancé ces profits.

À plus long terme, les stratégies équilibrées ont présenté de solides mesures de protection contre les baisses, et elles continuent d'ajouter de la valeur grâce aux composantes sous-jacentes et au positionnement conforme à une répartition tactique de l'actif, ce qui renforce le rôle de la diversification dans les résultats du portefeuille.

Performance des stratégies de placement – Marchés privés

Crédit privé

Le Fonds Fiera Comox Private Credit a dégagé un rendement brut stable au premier trimestre, ayant généré des rendements attrayants grâce au solide revenu courant provenant du portefeuille de prêts à taux variable. Le revenu de placement total a tiré parti d'un contexte de taux de base élevés et d'un montage rigoureux à des écarts attrayants. Le Fonds a continué de privilégier les emprunteurs du marché intermédiaire bénéficiant du soutien de commanditaires et contractant des prêts de premier rang garantis, dans des secteurs défensifs, notamment les produits industriels, les services aux entreprises et les soins de santé. À l'amorce du deuxième trimestre de 2026, le Fonds dispose d'un bassin varié d'occasions concrètes à diverses étapes de documentation, si bien qu'il est en bonne position pour continuer de générer des rendements attrayants ajustés en fonction du risque pour les investisseurs.

Dettes privées

La stratégie Fiera Dette privée a continué d'afficher un rendement conforme aux attentes dans un contexte macroéconomique de plus en plus volatil. Le rendement du portefeuille reflète l'approche prudente de Fiera Dette privée en matière de souscription, notamment des niveaux d'endettement prudents qui offrent aux emprunteurs la souplesse nécessaire pour gérer les périodes de baisse de la demande et de volatilité des coûts des intrants. Bien que l'incidence potentielle des droits de douane américains se soit transformée en risque de ralentissement global de l'économie, l'exposition directe du portefeuille demeure limitée. L'équipe continue de surveiller étroitement les emprunteurs plus sensibles aux politiques commerciales et aux fluctuations des prix de l'énergie, particulièrement dans les secteurs des produits industriels, de l'automobile et des métaux, ainsi que dans les secteurs axés sur l'exportation.

La résilience du portefeuille est également soutenue par la sélection sectorielle et l'évitement des risques. La stratégie n'a aucune exposition directe aux sociétés de logiciels ni à d'autres segments présentant un risque accru de perturbation liée à l'intelligence artificielle. Même si aucun placement actuel n'est directement touché par les avancées de l'IA, les effets indirects émergents, notamment les tendances d'adoption par les entreprises du marché intermédiaire et l'activité liée aux centres de données, continuent de faire l'objet d'évaluations dans le cadre du suivi continu du portefeuille.

Dettes immobilières

Au Canada, aux États-Unis, en Europe, en Australie et en Nouvelle-Zélande, les stratégies axées sur la dette immobilière de Fiera ont généré un revenu stable et des rendements ajustés en fonction du risque attrayants. Le rendement a été soutenu par les positions en prêts de premier rang garantis, les normes de souscription prudentes et la dynamique de marché favorable attribuable au retrait continu des prêteurs bancaires traditionnels.

États-Unis : La réduction de la capacité en matière de prêts bancaires, en raison de contraintes liées à la réglementation et aux bilans, a continué de créer des occasions pour les prêteurs alternatifs, particulièrement dans le marché intermédiaire. L'activité au chapitre des transactions a montré des signes d'amélioration, alors que les prix se sont stabilisés et que les écarts de crédit se sont resserrés, favorisant un montage sélectif de prêts utilisant des actifs de grande qualité assortis de solides protections structurelles.

Canada : Le rendement du portefeuille est demeuré stable, grâce à une souscription rigoureuse, un levier modéré et une demande soutenue des emprunteurs à l'égard de solutions de crédit privé. La sélectivité continue exercée par les banques canadiennes a contribué à créer des conditions de prêt attrayantes et des occasions de déploiement de capitaux régulières dans les principaux marchés.

Royaume-Uni et Europe : L'atténuation des pressions inflationnistes et l'amélioration de la visibilité quant à l'évolution des taux d'intérêt ont contribué à une légère baisse des coûts d'emprunt. Ces conditions ont favorisé une amélioration graduelle de l'activité de refinancement et d'acquisition, et le recours au levier est redevenu relutif dans certains secteurs de manière à créer quelques occasions liées au crédit immobilier de premier rang.

Australie et Nouvelle-Zélande : Le rendement a été favorisé par les remboursements actifs versés par les emprunteurs, les structures de prêt prudentes et les facteurs fondamentaux immobiliers sous-jacents résilients. Un solide bassin d'occasions de premiers prêts hypothécaires a continué de soutenir des rendements stables et des distributions en trésorerie régulières.

Dans l'ensemble, les stratégies axées sur la dette immobilière ont fait preuve de résilience dans toutes les régions et ont continué d'afficher une faible corrélation avec l'ensemble des marchés financiers.

Dette d'infrastructure

La stratégie axée sur la dette d'infrastructure a continué de bien performer au cours de la période, générant un revenu de placement positif. Le rendement a été partiellement contrebalancé par des ajustements latents liés à la valeur de marché sur certains placements à taux fixe, attribuables à la hausse des taux d'intérêt de base. Si les baisses de taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis se poursuivent, une partie de ces pertes latentes imputables aux fluctuations des taux sous-jacents pourrait être reprise. Toutefois, la trajectoire des taux d'intérêt et des taux de change demeure incertaine, ceux-ci continuant de subir l'incidence du contexte géopolitique. Dans l'ensemble, le portefeuille offre un rendement conforme aux attentes. Le déploiement de capitaux s'est poursuivi au cours de la période, soutenu par le caractère défensif des actifs d'infrastructure, lesquels sont généralement bien protégés contre la volatilité macroéconomique et géopolitique. L'équipe prévoit déployer les capitaux restants du fonds au cours des prochains trimestres et se prépare à commencer à mobiliser des capitaux pour le prochain placement vedette de la stratégie.

Actifs réels

Le portefeuille d'actifs réels a fait preuve de résilience et a procuré une protection contre les baisses, deux éléments au cœur de son rôle au sein du programme de placement global. Le rendement des stratégies axées sur l'immobilier, l'infrastructure, l'agriculture et les terres forestières a été soutenu par des flux de trésorerie contractuels à long terme, une corrélation intégrée à l'inflation et une diversification selon les régions, les secteurs et les facteurs de la demande sous-jacents. Les stratégies axées sur les infrastructures, en particulier, ont affiché une sensibilité limitée aux perturbations géopolitiques au cours du trimestre, tandis que les stratégies axées sur l'immobilier ont continué de tirer parti d'un positionnement avantageux dans les actifs liés aux produits industriels et à la logistique ainsi que dans les actifs résidentiels. Les stratégies axées sur l'agriculture et les terres forestières ont généré des résultats stables, tandis que les équipes d'exploitation ont ajusté les plans de production et de récolte en fonction de l'évolution des conditions de marché, préservant ainsi la qualité des actifs et la marge de manœuvre tout au long du cycle.

Un thème récurrent à l'échelle de la plateforme au cours du trimestre a été le déploiement rigoureux de capitaux et la gestion active des actifs. Les équipes de placement ont privilégié une expansion sélective au sein de groupes d'actifs établis, ont maintenu une rigueur en matière de souscription et ont continué de tenir compte des considérations en matière de durabilité tant pour les nouveaux placements que pour les activités courantes. Ensemble, ces mesures ont renforcé les caractéristiques défensives du portefeuille à court terme, tout en positionnant chaque stratégie de manière à participer significativement à la reprise de l'activité au chapitre des transactions, des évaluations et des flux de capitaux que les facteurs fondamentaux sous-jacents continuent de soutenir.

Immobilier

Au début de 2026, l'activité des investisseurs immobiliers affichait un solide élan et les attentes à l'égard d'une reprise des marchés immobiliers étaient élevées. Une grande partie de l'incertitude financière à l'échelle mondiale et de l'hésitation des investisseurs associés à la politique douanière américaine s'était atténuée et était de plus en plus perçue comme étant révolue. Toutefois, au cours du premier trimestre de 2026, l'intensification des tensions géopolitiques et les répercussions macroéconomiques généralisées découlant du conflit au Moyen-Orient ont ravivé la volatilité, retardant la concrétisation de cet élan à court terme.

À moyen terme, les facteurs fondamentaux d'une reprise des marchés immobiliers demeurent solidement en place, notamment la baisse des taux directeurs des banques centrales et le retour graduel de flux de capitaux positifs vers l'immobilier. Bien que ces conditions favorables ne se soient pas encore concrétisées dans la mesure initialement prévue, les conditions sous-jacentes continuent d'appuyer des perspectives constructives.

Malgré les retards, les stratégies axées sur les capitaux propres immobiliers canadiens et britanniques ont procuré une valeur solide et constante tout au long de 2025 et au début de 2026. Les portefeuilles demeurent bien positionnés, soutenus par des pondérations avantageuses dans les actifs liés aux produits industriels et à la logistique ainsi que dans les actifs résidentiels, qui devraient tirer parti de l'amélioration continue de la confiance des marchés et de l'activité au chapitre des transactions.

Infrastructure

La stratégie a généré des rendements positifs au premier trimestre de 2026, ce qui reflète la stabilité du rendement au niveau des actifs et les avantages de la diversification du portefeuille. Les résultats ont été soutenus par les caractéristiques défensives du portefeuille, notamment une forte proportion de revenus contractuels à long terme, une corrélation intégrée à l'inflation et une exposition directe limitée aux récents événements géopolitiques. Ces facteurs ont contribué à une sensibilité relativement faible à la volatilité macroéconomique générale, y compris aux perturbations associées au conflit au Moyen-Orient.

Au cours du trimestre, l'équipe de placement a continué à mettre l'accent sur un déploiement rigoureux de capitaux, en privilégiant une expansion sélective au sein de groupes d'actifs existants et en évaluant des occasions de placement supplémentaires lorsque les paramètres de rendement et de risque étaient respectés. Une telle approche tire parti de cadres opérationnels établis, de protections contractuelles et d'une prévisibilité du rendement des actifs tout en limitant le risque d'exécution. Les considérations en matière de durabilité ont continué d'être intégrées aux pratiques de souscription et de gestion continue des actifs, conformément à une approche axée sur la conservation à long terme des placements et à l'objectif de préserver la qualité des actifs, la durabilité des flux de trésorerie et la protection contre les baisses pendant toute la durée des placements.

Agriculture

La stratégie axée sur l'agriculture mondiale a dégagé des rendements modérés au premier trimestre, puisque bon nombre de nos partenariats se concentraient sur l'intensification des activités opérationnelles en vue de la saison de production agricole de 2026. Les facteurs défavorables liés aux prix des marchandises ont persisté dans plusieurs partenariats, même si la qualité des actifs sous-jacents et l'exécution des opérations sont demeurées solides. Pour l'ensemble de la plateforme, les indicateurs de début de saison sont encourageants, et l'exposition diversifiée du portefeuille à différentes cultures et régions continue de favoriser sa résilience.

Terres forestières durables

La stratégie de Terres forestières durables a continué d'afficher un bon rendement au premier trimestre, malgré des conditions économiques mondiales modérées, grâce à l'avancement d'initiatives stratégiques et à la création continue de valeur à long terme au moyen d'une gestion active. Le portefeuille continue de faire preuve de résilience, et les niveaux de récolte sont ajustés en fonction des conditions de marché en vigueur compte tenu du récent conflit au Moyen-Orient. L'équipe continue de mettre l'accent sur l'optimisation de la production, l'amélioration de l'accès aux marchés et le positionnement du portefeuille en vue de la croissance.

Placements privés

Malgré les conditions macroéconomiques défavorables au cours du trimestre, notamment le déclenchement d'une guerre en Iran et la flambée des prix du pétrole, la stratégie axée sur les placements privés a dégagé un rendement allant de stable à légèrement négatif. À l'exception d'un petit nombre de placements dont la valeur a été revue à la baisse, principalement en raison de multiples de valorisation moins élevés pour des sociétés comparables cotées en bourse et d'une certaine faiblesse des bénéficiaires, la majorité des sociétés comprises dans le portefeuille de la stratégie ont affiché une solide performance financière conforme à nos attentes. Après le premier trimestre de 2026, le Fonds a versé une distribution aux investisseurs, ce qui porte les distributions cumulatives des quatre dernières années à plus de 20 % de la valeur liquidative actuelle, et ce, malgré le faible nombre de regroupements d'entreprises sur l'ensemble du marché.

Revue des marchés, de la conjoncture économique et de la stratégie de placement

Tableau 1 – Taux de rendement au 31 mars 2026 pour les Marchés publics

Stratégies de placement – Marchés publics	Indice de référence	Date de création	Devise	T1 2026			1 an			3 ans			5 ans ou depuis la création* (si cette date se situe à l'intérieur des 5 dernières années)		
				Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile
Répartition d'actifs – Gestion tactique															
Répartition d'actifs – Gestion tactique	Indice de référence mixte ¹⁾	Janv. 2006	CAD	1,74	0,52	s.o.	12,43	(0,13)	s.o.	10,21	(0,55)	s.o.	7,98	0,34	s.o.
Stratégies d'investissement équilibré															
Équilibré diversifié	Indice de référence mixte ²⁾	Janv. 2004	CAD	(0,13)	0,10	4	5,31	(5,20)	4	7,59	(3,75)	4	6,02	(2,59)	4
Équilibré éthique	Indice de référence mixte ³⁾	Avr. 1993	CAD	(1,15)	(1,55)	4	3,62	(9,50)	4	7,81	(4,44)	4	7,61	(1,52)	3
Croissance équilibrée	Indice de référence mixte ⁴⁾	Févr. 1997	CAD	(2,73)	(2,48)	4	(1,26)	(15,04)	4	4,69	(8,75)	4	3,61	(5,88)	4
Équilibré marchés publics	Indice de référence mixte ⁵⁾	Janv. 1988	CAD	(2,16)	(2,35)	4	4,37	(8,75)	4	7,79	(4,83)	4	7,20	(1,36)	3
Équilibre intégré	Indice de référence mixte ⁶⁾	Avr. 2013	CAD	(2,31)	(2,46)	4	4,17	(9,52)	4	7,81	(4,95)	4	7,13	(1,35)	3
Actions diversifiées	Indice de référence mixte ⁷⁾	Oct. 2024	CAD	(1,83)	(1,71)	s.o.	9,42	(12,64)	s.o.	—	—	s.o.	9,30	(7,11)	s.o.
Actions de sociétés à grande capitalisation															
Actions canadiennes	S&P/TSX	Janv. 2013	CAD	(1,08)	(5,02)	4	7,11	(27,72)	4	13,23	(7,95)	4	12,03	(3,16)	4
Actions canadiennes « Core »	S&P/TSX	Janv. 1992	CAD	5,44	1,50	1	17,76	(17,07)	4	14,89	(6,29)	4	13,51	(1,68)	3
Actions américaines « Core »	S&P 500	Déc. 2015	USD	(4,71)	(0,38)	3	9,16	(8,64)	4	14,00	(4,31)	3	10,53	(1,54)	3
Actions américaines de croissance	S&P 500	Janv. 1990	USD	(8,28)	(3,94)	2	13,37	(4,43)	3	18,79	0,47	3	13,76	1,70	1
Actions américaines	S&P 500	Avr. 2009	CAD	(3,22)	(0,62)	3	1,30	(12,93)	4	11,03	(8,50)	4	11,23	(3,20)	4
Actions internationales « ADR »	MSCI EAFE ⁸⁾	Sept. 2011	USD	(2,61)	(1,37)	3	19,36	(1,91)	3	13,13	(0,49)	3	7,72	(0,19)	3
Actions internationales	MSCI EAFE	Janv. 2010	CAD	(6,32)	(6,86)	4	(0,41)	(17,99)	4	6,86	(7,93)	4	6,96	(3,24)	4
Atlas sociétés mondiales	MSCI World	Avr. 2017	CAD	(10,05)	(8,22)	4	(4,71)	(20,00)	4	3,43	(14,54)	4	4,37	(8,23)	3
Actions mondiales	MSCI World	Oct. 2009	CAD	(3,98)	(2,15)	3	8,30	(6,99)	3	11,82	(6,15)	4	10,66	(1,94)	3
Petite capitalisation, moyenne capitalisation, marchés émergents et marchés frontières															
Actions américaines à petite et moyenne capitalisation	Russell 2500 Growth	Avr. 2000	USD	(6,14)	(2,62)	4	11,86	(7,46)	3	8,50	(2,11)	3	3,20	1,45	3
Marchés émergents	MSCI Marchés émergents	Juill. 2010	USD	4,07	3,04	1	54,55	23,61	1	23,28	8,04	1	9,47	5,56	1
Marchés émergents sélects	MSCI Marchés émergents, sauf certains marchés ⁹⁾	Janv. 2021	USD	(1,02)	(2,73)	3	22,64	0,74	3	18,43	7,87	1	14,85	7,05	1
Marchés frontières	MSCI Marchés frontaliers	Mars 2010	USD	(3,28)	(2,37)	3	19,17	(15,66)	4	18,98	(0,93)	3	15,09	5,86	2

Revue des marchés, de la conjoncture économique et de la stratégie de placement

Stratégies de placement – Marchés publics	Indice de référence	Date de création	Devise	T1 2026			1 an			3 ans			5 ans ou depuis la création* (si cette date se situe à l'intérieur des 5 dernières années)		
				Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile
Placements alternatifs liquides															
Emerging & Frontier Opportunities	Sans indice de référence	Sept. 2013	USD	(2,65)	s.o.	s.o.	21,35	s.o.	s.o.	18,25	s.o.	s.o.	15,21	s.o.	s.o.
Titres à revenu fixe canadiens															
Gestion active « Core »	Indice des obligations universelles FTSE Canada	Janv. 2018	CAD	0,34	0,11	1	1,69	0,84	1	4,04	0,55	3	1,15	0,43	3
Gestion stratégique « Core »	Indice des obligations universelles FTSE Canada	Janv. 2018	CAD	0,31	0,08	2	1,52	0,68	2	4,39	0,90	1	1,29	0,56	2
Gestion intégrée « Core »	Indice des obligations universelles FTSE Canada	Janv. 1993	CAD	0,27	0,04	2	1,33	0,49	3	4,20	0,71	2	1,32	0,59	2
Gestion valeur relative	Indice des obligations gouvernementales FTSE Canada	Déc. 2017	CAD	0,45	0,20	s.o.	1,23	1,01	s.o.	2,84	0,08	s.o.	0,67	0,46	s.o.
Universel de sociétés	Indice des obligations de sociétés FTSE Canada	Mars 2012	CAD	0,22	0,08	3	3,23	0,46	2	6,23	0,55	2	2,74	0,49	2
Dette d'infrastructure	Indice de référence mixte ¹⁰⁾	Févr. 2015	CAD	0,20	0,05	s.o.	2,09	1,83	s.o.	5,33	2,37	s.o.	1,42	1,36	s.o.
Stratégies fondées sur les titres à revenu fixe de sociétés étrangères															
Revenu fixe mondial multisectoriel	Bloomberg Global Agg. Bond Index CAD-Hedged	Déc. 2009	CAD	0,07	0,65	s.o.	1,98	0,35	s.o.	5,76	2,98	s.o.	2,99	3,03	s.o.
US High Grade Core Intermediate	Bloomberg Intermediate US Aggregate	Janv. 2005	USD	0,19	0,08	1	4,81	(0,02)	2	4,07	(0,16)	4	1,14	0,12	4
US Tax Efficient Core Intermediate 1-10 Year	Bloomberg 1-10 Year Municipal Bond	Avr. 2007	USD	(0,23)	0,01	3	4,38	0,21	3	2,78	0,01	4	1,23	0,02	3
US Tax Efficient Core Plus	Bloomberg 1-10 Year Municipal Bond	Janv. 2012	USD	(0,35)	(0,11)	4	4,76	0,59	2	3,24	0,47	2	1,40	0,19	2

¹⁾ Indice de référence mixte : 5 % Indice des Bons du Trésor à 91 jours FTSE Canada; 25 % Indice des obligations universelles FTSE Canada; 20 % S&P TSX; 10 % S&P 500 en \$ CA; 10 % MSCI EAFE en \$ CA; 5 % MSCI Marchés émergents en \$ CA; 25 % Actifs réels

²⁾ Indice de référence mixte : 50 % Indice des obligations universelles FTSE Canada; 13 % S&P/TSX; 24 % MSCI Monde en \$ CA; 13 % MSCI Monde couvert en \$ CA

³⁾ Indice de référence mixte : 45 % (60 % Indice des obligations globales à court terme FTSE Canada et 40 % Indice des obligations universelles FTSE Canada); 20 % S&P/TSX; 10 % S&P 500 en \$ CA; 10 % MSCI EAFE en \$ CA; 10 % MSCI Monde en \$ CA; 5 % MSCI Monde couvert en \$ CA

⁴⁾ Indice de référence mixte : 35 % (50 % Indice des obligations à court terme + 50 % Indice des obligations à moyen terme FTSE Canada); 55 % (30 % S&P/TSX + 70 % MSCI Monde en \$ CA); 10 % MSCI Monde couvert en \$ CA

⁵⁾ Indice de référence mixte : 40 % Indice des obligations universelles FTSE Canada; 20 % S&P TTX; 40 % MSCI Monde en \$ CA

⁶⁾ Indice de référence mixte : 38 % Indice des obligations universelles FTSE Canada; 20 % S&P TTX; 42 % MSCI Monde en \$ CA

⁷⁾ Indice de référence mixte : 27,5 % S&P/TSX; 25 % S&P 500 en \$ CA; 12,5 % MSCI EAFE en \$ CA; 7,5 % Russell 2500 Growth en \$ CA; 7,5 % MSCI Marchés émergents 2500 en \$ CA; 20 % MSCI Monde couvert en \$ CA

⁸⁾ MSCI EAFE : Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2026, l'indice MSCI ACWI ex USA a été remplacé par l'indice MSCI EAFE, lequel fournit un meilleur point de comparaison et représente mieux la stratégie de placement globale. La stratégie investit principalement dans des titres de marchés développés. L'indice MSCI ACWI ex USA présente une exposition notable aux marchés émergents (environ 30 % au 30 septembre 2025). En revanche, l'indice MSCI EAFE est composé uniquement de titres de marchés développés.

⁹⁾ Marchés sélects : Chine, Corée du Sud, Taiwan, Inde, Brésil, Afrique du Sud

¹⁰⁾ Indice de référence mixte : Indice des obligations provinciales à moyen terme FTSE Canada et Indice des obligations provinciales à long terme FTSE Canada interpolés

Notes importantes :

Les rendements présentés ci-dessus sont annualisés pour les périodes de un an et plus.

Tous les rendements sont présentés avant déduction des honoraires de gestion et des frais de garde, mais après déduction des coûts de transaction et des retenues fiscales.

Chaque stratégie présentée se rapporte à un portefeuille discrétionnaire unique ou à un groupe de portefeuilles discrétionnaires qui, collectivement, représentent une stratégie de placement unique ou un ensemble.

La date de création représente la date la plus ancienne à laquelle un portefeuille discrétionnaire d'une stratégie donnée est entré en activité.

Les fonds composés et les fonds en gestion commune ci-dessus ont été sélectionnés à partir des principales stratégies de placement de la Société.

Les classements par quartile sont fournis par eVestment.

L'attestation de conformité aux normes GIPS sur les indices composés est fournie sur demande.

Tableau 2 – Taux de rendement au 31 mars 2026 pour les Marchés privés

Stratégies de placement – Marchés privés	Devise	Date de création	Capital variable	Capital fixe	Taux de rendement interne brut depuis la création		Valeur liquidative (en M\$)	Total des engagements non utilisés (en M\$)
					Rendement ¹⁾	TRI brut ²⁾		
Immobilier								
Fonds CORE Fiera Immobilier, s.e.c.	CAD	Juin 2013	✓		8,20 %	—	3 510	91
Fonds industriel à petite capitalisation Fiera Immobilier s.e.c.	CAD	Mars 2015	✓		12,99 %	—	897	1
Fiera Real Estate Long Income Fund (UK)	GBP	Août 2009	✓		5,57 %	—	136	—
Infrastructure								
EagleCrest Infrastructure (pour les investisseurs canadiens seulement) ³⁾	CAD	Janv. 2016	✓		—	4,97 %	1 719	80
EagleCrest Infrastructure (pour les investisseurs mondiaux) ⁴⁾	USD	Juin 2018	✓		—	8,39 %	1 858	—
Crédit privé								
Fonds Fiera Financement immobilier Canada	CAD	Déc. 2006	✓		12,09 %	—	634	—
Fiera Infrastructure Debt Fund II LP	CAD	Nov. 2021		✓	—	10,75 %	226	85
Fiera Infrastructure High Yield Debt Fund LP	USD	Avr. 2022	✓		9,90 %	—	35	14
Clearwater Capital Partners Direct Lending Opportunities Fund, L.P.	USD	Août 2018	✓		—	11,11 %	592	—
Fiera Private Debt Fund VI	CAD	Févr. 2019		✓	5,07 %	—	399	—
Fiera Comox Private Credit Opportunities Open-End Fund L.P. ⁵⁾	USD	Avr. 2020	✓		—	8,20 %	551	29
Agriculture mondiale								
Fonds d'Agriculture Mondial Ouvert Fiera Comox s.e.c. ⁵⁾	USD	Juill. 2017	✓		—	8,13 %	1 918	176
Placements privés								
Fiera Comox Global Private Equity Fund I L.P. ⁵⁾	USD	Sept. 2018	✓		—	11,43 %	672	15
Solutions axées sur les marchés privés diversifiés								
Fiera Diversified Lending Fund ^{6), 7)}	CAD	Avr. 2008	✓		8,99 %	—	1 644	—
Fiera Diversified Real Assets Fund ^{6), 7)}	CAD	Juin 2019	✓		5,49 %	—	627	—
Fiera Diversified Real Estate Fund ^{6), 7)}	CAD	Juill. 2013	✓		6,74 %	—	533	—

Notes importantes :

¹⁾ Tous les rendements pondérés en fonction du temps annualisés sont présentés avant déduction des honoraires de gestion, honoraires de performance et charges, à moins d'indications contraires.

²⁾ Présenté avant déduction des honoraires de gestion, honoraires de performance et charges, à moins d'indications contraires.

³⁾ Représente la performance d'EagleCrest Infrastructure Canada LP, le véhicule de placement parallèle pour les investisseurs canadiens seulement. Rendement avant déduction des honoraires de gestion, honoraires de performance, charges d'exploitation et fluctuations du change ajustées. La valeur liquidative et le total des engagements non utilisés comprennent les montants des placements des stratégies pertinentes pour EagleCrest Infrastructure Canada LP.

⁴⁾ Représente la performance combinée des actifs disponibles pour les investisseurs mondiaux. Rendement avant déduction des honoraires de gestion, honoraires de performance, charges d'exploitation et fluctuations du change ajustées. La valeur liquidative et le total des engagements non utilisés comprennent les montants des actifs partagés de la stratégie EagleCrest combinée (actifs partagés entre EagleCrest Infrastructure Canada LP et EagleCrest Infrastructure SCSp).

⁵⁾ Taux de rendement interne brut, déduction faite des charges d'exploitation.

⁶⁾ Stratégies avec répartition diversifiée à divers fonds de financement privé (L.P.), y compris certaines stratégies mentionnées ci-dessus.

⁷⁾ Les rendements bruts sont recalculés en fonction des honoraires et des charges réels engagés par les fonds dans lesquels le fonds en gestion commune a investi.

PERSPECTIVES

Les conditions de marché ont significativement changé au cours du premier trimestre. L'intensification du conflit au Moyen-Orient et la flambée connexe des prix du pétrole ont entraîné des pressions stagflationnistes et poussé les investisseurs à se détourner globalement des actifs à risque, et par conséquent, les activités des clients ont fluctué entre les canaux et les stratégies. Dans un tel contexte, nous avons mis l'accent sur une exécution uniforme : être à l'écoute de nos clients, protéger les résultats en matière de placement grâce à une gestion rigoureuse des risques et maintenir une attention particulière sur l'efficacité opérationnelle. Nous avons également pris des mesures réfléchies pour renforcer notre souplesse financière afin de mettre l'accent sur la résilience du bilan et de maintenir notre capacité d'affecter les capitaux de manière à favoriser les initiatives de croissance et les rendements pour les actionnaires.

Notre mission est claire : être l'institution de premier choix pour les professionnels des placements à l'échelle mondiale; celle qui a la confiance des clients pour générer de l'alpha et gérer le risque de façon responsable. Pour remplir cette mission, nous donnons aux gestionnaires de portefeuille l'autonomie, les ressources et la discipline nécessaires pour saisir des occasions pour les clients dans le respect d'un cadre de valeurs rigoureux.

Priorités stratégiques orientant nos perspectives

Recentrer l'organisation sur les résultats : Nous forgeons pour l'ensemble de la Société une mentalité axée sur les résultats prometteurs pour les clients. Il s'agit d'améliorer l'analyse des rendements, d'obtenir rapidement des données de qualité sur les placements et d'encourager le partage de connaissances entre les équipes.

Offrir un service à la clientèle supérieur grâce à une distribution ciblée : Nous dirigeons nos efforts de distribution vers les marchés où nous avons de l'élan et où une plus grande spécialisation nous permet de mieux répondre à la demande des clients. La collaboration entre les équipes de placement et de distribution continuera de se renforcer afin que l'engagement envers les clients soit constant, réactif et axé sur les solutions.

Nous appuyer davantage sur les stratégies sur les marchés privés en tant que moteur de croissance et de différenciation : Les marchés privés demeurent un facteur de différenciation clé. Nous clarifions les priorités stratégiques, harmonisons les plateformes avec la demande des investisseurs et renforçons le soutien au financement et à l'engagement des clients, tout en perfectionnant notre stratégie de croissance dans les secteurs clés.

Optimiser notre modèle d'exploitation afin d'améliorer l'adaptabilité et l'exécution : Nous simplifions nos méthodes de travail, réduisons la complexité des technologies et des flux de travail et modernisons nos outils pour accélérer la prise de décision, améliorer la collaboration et uniformiser la prestation de nos services.

Générer à même notre bilan la capacité d'investir dans les bonnes occasions : Nous renforçons nos assises financières afin de soutenir l'innovation et d'investir dans nos activités les plus prometteuses. Il s'agit notamment de maintenir une discipline stricte en matière de dépenses et une approche équilibrée en matière d'affectation des capitaux pour soutenir les réinvestissements, la résilience et le rendement pour les actionnaires.

La suite des choses

Ces priorités s'agencent pour établir un schéma clair en vue de la prochaine phase de l'évolution de Fiera Capital : une organisation résolument axée sur le rendement, un modèle de distribution plus ciblé, une plateforme d'exploitation plus efficace et une assise financière renforcée qui assure une croissance disciplinée. Notre équipe de direction demeure déterminée à mettre en œuvre ce plan avec empressement et de manière responsable, en s'alignant sur la mission, les valeurs et les objectifs à long terme de la Société.

Pour l'avenir, nous poursuivons la réalisation d'un moteur de croissance reproductible et axé sur les clients, alimenté par l'excellence des placements et la rigueur opérationnelle. Nous demeurons déterminés à créer de la valeur pour nos clients, nos actionnaires et les membres de notre personnel, grâce à une exécution cohérente, à une gestion prudente des risques et à une affectation disciplinée des capitaux.

Résultats financiers

RÉSULTATS FINANCIERS

Tableau 3 – États consolidés résumés intermédiaires du résultat net pour les trimestres clos les 31 mars 2026 et 2025 et le 31 décembre 2025

ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			VARIATION	
	31 mars 2026	31 décembre 2025	31 mars 2025	D'un trimestre à l'autre POS/(NÉG) ²⁾	D'un exercice à l'autre POS/(NÉG) ²⁾
Produits					
Honoraires de gestion	147 164	153 950	154 542	(6 786)	(7 378)
Honoraires de performance	—	13 505	183	(13 505)	(183)
Commissions d'engagement et frais de transaction	1 347	7 667	2 440	(6 320)	(1 093)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées	947	598	2 595	349	(1 648)
Autres produits	3 853	4 342	3 111	(489)	742
Total des produits	153 311	180 062	162 871	(26 751)	(9 560)
Charges					
Frais de vente et charges générales et administratives	114 135	130 560	122 067	16 425	7 932
Amortissements	11 178	10 803	12 270	(375)	1 092
Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts	9 087	8 790	2 818	(297)	(6 269)
Intérêts sur la dette à long terme et les débetures	10 103	12 075	11 389	1 972	1 286
Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières	882	512	433	(370)	(449)
Profit sur les placements, montant net	(222)	(680)	(542)	(458)	(320)
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres	(290)	(107)	(932)	183	(642)
Réévaluation d'un placement lié à une acquisition	—	—	(12 730)	—	(12 730)
Autres charges (produits)	129	88	517	(41)	388
Total des charges	145 002	162 041	135 290	17 039	(9 712)
Résultat avant l'impôt sur le résultat	8 309	18 021	27 581	(9 712)	(19 272)
Charge d'impôt sur le résultat	3 573	6 291	3 679	2 718	106
Résultat net	4 736	11 730	23 902	(6 994)	(19 166)
Attribuable :					
Aux actionnaires de la Société	2 833	7 667	21 789	(4 834)	(18 956)
À la participation ne donnant pas le contrôle	1 903	4 063	2 113	(2 160)	(210)
Résultat net	4 736	11 730	23 902	(6 994)	(19 166)
PAR ACTION – DE BASE					
BAlIA ajusté ¹⁾	0,40	0,51	0,40	(0,11)	—
Résultat net	0,03	0,07	0,20	(0,04)	(0,17)
Résultat net ajusté ¹⁾	0,22	0,28	0,24	(0,06)	(0,02)
PAR ACTION – DILUÉ					
BAlIA ajusté ¹⁾	0,38	0,43	0,31	(0,05)	0,07
Résultat net	0,03	0,07	0,17	(0,04)	(0,14)
Résultat net ajusté ¹⁾	0,21	0,24	0,20	(0,03)	0,01

¹⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 45 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 57 à 60.

²⁾ POS : positive – NÉG : négative

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET PERFORMANCE GLOBALE – ACTIFS SOUS GESTION ET PRODUITS

Actifs sous gestion

Fiera Capital tire ses produits principalement des actifs sous gestion. Ses produits sont, pour la plupart, calculés en pourcentage des actifs sous gestion de la Société. La variation des actifs sous gestion de Fiera Capital est fonction i) du montant des nouveaux mandats pour les stratégies sur les marchés publics ainsi que des nouvelles souscriptions, y compris les nouveaux capitaux engagés non déployés liés aux stratégies sur les marchés privés (« nouveaux mandats »), ii) du montant des mandats perdus (« mandats perdus »), iii) du montant des dépôts et des retraits des clients existants, y compris les remboursements de capital sur les marchés privés (« contributions nettes »), iv) des distributions de revenus sur les marchés privés (« distributions de revenus »), v) de l'appréciation ou de la dépréciation de la valeur de marché des actifs détenus dans le portefeuille de placements et de l'incidence de la conversion des monnaies étrangères sur les ASG libellés en monnaie étrangère (« marché ») et vi) des dépôts et des retraits d'actifs sous gestion découlant d'acquisitions et de cessions d'entreprises (« transactions stratégiques »). La « croissance interne nette » correspond à la somme des nouveaux mandats, des mandats perdus et des contributions nettes.

Les actifs sous gestion comprennent des « capitaux engagés non déployés », qui désignent les capitaux engagés par les investisseurs à l'égard des stratégies de placement sur les marchés privés de la Société n'ayant pas encore été déployés. Le capital engagé qui a été déployé n'a pas d'incidence sur le montant global des actifs sous gestion. Les actifs sous gestion moyens d'une période donnée correspondent à la moyenne de la valeur de clôture des actifs sous gestion de chacun des mois compris dans la période.

Les tableaux 4 à 9 ci-après présentent l'évolution des actifs sous gestion de la Société par plateforme de placement, réseau de distribution et région, principalement en fonction de l'emplacement des clients.

Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Tableau 4 – Variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)

	MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				TOTAL
	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PUBLICS	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PRIVÉS	
ASG – 31 décembre 2025	76 712	54 588	10 809	142 109	16 929	2 140	2 902	21 971	164 080
Nouveaux mandats									
Canada	114	—	75	189	125	—	2	127	316
États-Unis	27	—	51	78	3	—	—	3	81
EMOA	72	—	—	72	—	—	—	—	72
Asie	—	—	—	—	10	—	—	10	10
	213	—	126	339	138	—	2	140	479
Mandats perdus									
Canada	(604)	(86)	(49)	(739)	(3)	—	(19)	(22)	(761)
États-Unis	(3)	—	(212)	(215)	—	—	—	—	(215)
EMOA	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Asie	—	—	—	—	(1)	—	—	(1)	(1)
	(607)	(86)	(261)	(954)	(4)	—	(19)	(23)	(977)
Contributions nettes									
Canada	(123)	(18)	(335)	(476)	(46)	6	(13)	(53)	(529)
États-Unis	160	(302)	78	(64)	(3)	—	—	(3)	(67)
EMOA	80	(173)	—	(93)	(47)	—	—	(47)	(140)
Asie	(4)	(79)	—	(83)	(11)	—	—	(11)	(94)
	113	(572)	(257)	(716)	(107)	6	(13)	(114)	(830)
Croissance interne nette									
Canada	(613)	(104)	(309)	(1 026)	76	6	(30)	52	(974)
États-Unis	184	(302)	(83)	(201)	—	—	—	—	(201)
EMOA	152	(173)	—	(21)	(47)	—	—	(47)	(68)
Asie	(4)	(79)	—	(83)	(2)	—	—	(2)	(85)
Total de la croissance interne nette	(281)	(658)	(392)	(1 331)	27	6	(30)	3	(1 328)
Distributions de revenus	—	—	—	—	(30)	(5)	(13)	(48)	(48)
Marché	(1 037)	(955)	(213)	(2 205)	336	25	(45)	316	(1 889)
Transactions stratégiques¹⁾	(5)	(644)	(1)	(650)	—	—	—	—	(650)
ASG – 31 mars 2026	75 389	52 331	10 203	137 923	17 262	2 166	2 814	22 242	160 165

¹⁾ Se rapporte à la clôture de la stratégie Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core » au cours du trimestre.

Tableau 5 – Actifs sous gestion par région : variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)

	31 décembre 2025	Nouveaux mandats	Mandats perdus	Contributions nettes	Croissance interne nette	Distributions de revenus	Marché	Transactions stratégiques ¹⁾	31 mars 2026
Canada	112 123	316	(761)	(529)	(974)	(45)	(859)	(650)	109 595
États-Unis	34 076	81	(215)	(67)	(201)	(2)	(908)	—	32 965
EMOA	15 563	72	—	(140)	(68)	—	(71)	—	15 424
Asie	2 318	10	(1)	(94)	(85)	(1)	(51)	—	2 181
Total	164 080	479	(977)	(830)	(1 328)	(48)	(1 889)	(650)	160 165

¹⁾ Se rapporte à la clôture de la stratégie Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core » au cours du trimestre.

Au 31 mars 2026, les actifs sous gestion consolidés s'élevaient à 160,2 milliards de dollars, comparativement à 164,1 milliards de dollars au 31 décembre 2025, soit une baisse de 3,9 milliards de dollars, ou 2,4 %. La baisse des actifs sous gestion est attribuable à l'incidence défavorable des marchés de 2,9 milliards de dollars s'expliquant principalement par la volatilité des marchés en mars, aux mandats perdus de 1,0 milliard de dollars, aux contributions nettes négatives de 0,8 milliard de dollars et à la clôture de la stratégie Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core », laquelle a réduit les actifs sous gestion de 0,7 milliard de dollars. Ces baisses ont été compensées en partie par l'incidence favorable de la conversion des monnaies étrangères de 1,0 milliard de dollars, ainsi que par les nouveaux mandats de 0,5 milliard de dollars. Les actifs sous gestion trimestriels moyens se sont chiffrés à 163,3 milliards de dollars, comparativement à 166,4 milliards de dollars au trimestre précédent, soit une baisse de 3,1 milliards de dollars, ou 1,9 %.

Tableau 6 – Ventilation des actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés publics : variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)

	Marchés publics, excluant les ASG sous-conseillés par PineStone				Marchés publics – ASG sous-conseillés par PineStone				TOTAL MARCHÉS PUBLICS
	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL	
ASG – 31 décembre 2025	58 797	40 973	8 401	108 171	17 915	13 615	2 408	33 938	142 109
Nouveaux mandats	213	—	126	339	—	—	—	—	339
Mandats perdus	(599)	(86)	(260)	(945)	(8)	—	(1)	(9)	(954)
Contributions nettes	135	(106)	(242)	(213)	(22)	(466)	(15)	(503)	(716)
Croissance interne nette	(251)	(192)	(376)	(819)	(30)	(466)	(16)	(512)	(1 331)
Marché	(290)	(552)	(44)	(886)	(747)	(403)	(169)	(1 319)	(2 205)
Transactions stratégiques ¹⁾	(5)	(644)	(1)	(650)	—	—	—	—	(650)
ASG – 31 mars 2026	58 251	39 585	7 980	105 816	17 138	12 746	2 223	32 107	137 923

¹⁾ Se rapporte à la clôture de la stratégie Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core » au cours du trimestre.

Marchés publics

Au 31 mars 2026, les actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés publics s'élevaient à 137,9 milliards de dollars, comparativement à 142,1 milliards de dollars au 31 décembre 2025, ce qui représente une baisse de 4,2 milliards de dollars, ou 3,0 %. La baisse est principalement attribuable à l'incidence défavorable des marchés, compte non tenu du change, de 2,2 milliards de dollars, aux mandats perdus de 1,0 milliard de dollars, aux contributions nettes négatives de 0,7 milliard de dollars et à la clôture de la stratégie Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core », laquelle a réduit les actifs sous gestion de 0,7 milliard de dollars. Ces baisses ont été partiellement contrebalancées par des nouveaux mandats de 0,3 milliard de dollars. Les mandats perdus comprennent principalement des mandats fondés sur des actions au sein du réseau de distribution Marchés institutionnels se chiffrant à 0,6 milliard de dollars pour des clients au Canada ainsi que des mandats se chiffrant à 0,3 milliard de dollars au sein du réseau de distribution Gestion privée pour des clients situés principalement aux États-Unis. Les contributions nettes négatives correspondent principalement à un montant de 0,6 milliard de dollars au sein du réseau de distribution Intermédiaires financiers et sont surtout attribuables à des mandats de PineStone fondés sur des actions pour des clients aux États-Unis, au Canada et en Asie. Compte non tenu des actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller, les sorties liées aux mandats fondés sur des actions ont été en grande partie contrebalancées par les entrées liées aux mandats fondés sur des titres à revenu fixe.

Les sorties ont été partiellement contrebalancées par des nouveaux mandats de 0,3 milliard de dollars, principalement des mandats fondés sur des actions pour des clients du réseau de distribution Marchés institutionnels au Canada et dans la région EMOA, ainsi que divers mandats pour des clients du réseau de distribution Gestion privée.

Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits

Les actifs sous gestion trimestriels moyens se sont chiffrés à 141,3 milliards de dollars, comparativement à 144,5 milliards de dollars au trimestre précédent, soit une baisse de 3,2 milliards de dollars, ou 2,2 %.

Marchés privés

Au 31 mars 2026, les actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés privés s'élevaient à 22,2 milliards de dollars, contre 22,0 milliards de dollars au 31 décembre 2025, ce qui représente une hausse de 0,2 milliard de dollars, ou 0,9 %. Cette hausse est principalement attribuable à l'incidence favorable du marché de 0,3 milliard de dollars. Les nouveaux mandats de 0,1 milliard de dollars ont été contrebalancés par des contributions nettes négatives de 0,1 milliard de dollars principalement attribuables à des remboursements de capital. Les nouveaux mandats proviennent principalement du réseau de distribution Marchés institutionnels pour des clients au Canada et sont axés sur l'immobilier et le crédit privé.

Les actifs sous gestion consolidés au 31 mars 2026 comprenaient des capitaux engagés non déployés sur les marchés privés se chiffrant à 2,0 milliards de dollars, soit un montant comparable au montant enregistré au 31 décembre 2025.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Tableau 7 – Actifs sous gestion par plateforme de placement, réseau de distribution et région : variation d'un exercice à l'autre (en millions de dollars)

	MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				TOTAL
	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PUBLICS	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PRIVÉS	
ASG – 31 mars 2025	75 991	53 325	11 129	140 445	15 852	2 219	3 078	21 149	161 594
Nouveaux mandats									
Canada	1 259	838	183	2 280	1 209	—	17	1 226	3 506
États-Unis	70	—	83	153	3	—	—	3	156
EMOA	345	—	—	345	323	—	—	323	668
Asie	—	—	—	—	19	—	—	19	19
	1 674	838	266	2 778	1 554	—	17	1 571	4 349
Mandats perdus									
Canada	(845)	(86)	(145)	(1 076)	(34)	—	(23)	(57)	(1 133)
États-Unis	(407)	—	(359)	(766)	(3)	—	—	(3)	(769)
EMOA	(22)	(386)	—	(408)	(26)	—	—	(26)	(434)
Asie	(168)	(149)	—	(317)	(16)	—	—	(16)	(333)
	(1 442)	(621)	(504)	(2 567)	(79)	—	(23)	(102)	(2 669)
Contributions nettes									
Canada	(1 147)	1 245	(1 109)	(1 011)	(159)	(273)	(54)	(486)	(1 497)
États-Unis	(1 230)	(2 414)	(206)	(3 850)	(33)	—	—	(33)	(3 883)
EMOA	113	(558)	—	(445)	(186)	(1)	—	(187)	(632)
Asie	(854)	(367)	—	(1 221)	(27)	—	—	(27)	(1 248)
	(3 118)	(2 094)	(1 315)	(6 527)	(405)	(274)	(54)	(733)	(7 260)
Croissance interne nette									
Canada	(733)	1 997	(1 071)	193	1 016	(273)	(60)	683	876
États-Unis	(1 567)	(2 414)	(482)	(4 463)	(33)	—	—	(33)	(4 496)
EMOA	436	(944)	—	(508)	111	(1)	—	110	(398)
Asie	(1 022)	(516)	—	(1 538)	(24)	—	—	(24)	(1 562)
Total de la croissance interne nette	(2 886)	(1 877)	(1 553)	(6 316)	1 070	(274)	(60)	736	(5 580)
Distributions de revenus	—	—	—	—	(169)	(44)	(78)	(291)	(291)
Marché	2 598	2 328	628	5 554	509	265	(126)	648	6 202
Transactions stratégiques¹⁾	(314)	(1 445)	(1)	(1 760)	—	—	—	—	(1 760)
ASG – 31 mars 2026	75 389	52 331	10 203	137 923	17 262	2 166	2 814	22 242	160 165

¹⁾ Se rapporte à la clôture de la stratégie Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core » au cours du trimestre et à la clôture des stratégies Actions canadiennes de petite capitalisation et Opportunités micro cap au cours du deuxième trimestre de 2025.

Tableau 8 – Actifs sous gestion par région : variation d'un exercice à l'autre (en millions de dollars)

	31 mars 2025	Nouveaux mandats	Mandats perdus	Contributions nettes	Croissance interne nette	Distributions de revenus	Marché	Transactions stratégiques ¹⁾	31 mars 2026
Canada	106 964	3 506	(1 133)	(1 497)	876	(251)	3 766	(1 760)	109 595
États-Unis	36 024	156	(769)	(3 883)	(4 496)	(18)	1 455	—	32 965
EMOA	15 095	668	(434)	(632)	(398)	(15)	742	—	15 424
Asie	3 511	19	(333)	(1 248)	(1 562)	(7)	239	—	2 181
Total	161 594	4 349	(2 669)	(7 260)	(5 580)	(291)	6 202	(1 760)	160 165

¹⁾ Se rapporte à la clôture de la stratégie Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core » au cours du trimestre et à la clôture des stratégies Actions canadiennes de petite capitalisation et Opportunités micro cap au cours du deuxième trimestre de 2025.

Au 31 mars 2026, les actifs sous gestion consolidés se chiffraient à 160,2 milliards de dollars, comparativement à 161,6 milliards de dollars au 31 mars 2025, ce qui représente une baisse de 1,4 milliard de dollars, ou 0,9 %. La baisse des actifs sous gestion est principalement attribuable aux contributions nettes négatives de 7,3 milliards de dollars, principalement liées à des actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller, ainsi qu'à des mandats perdus de 2,7 milliards de dollars. De plus, la clôture des stratégies Actions canadiennes de petite capitalisation et Opportunités micro cap au cours du deuxième trimestre de 2025 a réduit les actifs sous gestion de 1,1 milliard de dollars, et la clôture de la stratégie Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core » au cours du trimestre considéré a réduit les actifs sous gestion de 0,7 milliard de dollars. Ces diminutions ont été compensées en partie par l'incidence favorable du marché de 6,2 milliards de dollars et par des nouveaux mandats de 4,3 milliards de dollars. Les actifs sous gestion trimestriels moyens se sont élevés à 163,3 milliards de dollars, comparativement à 164,4 milliards de dollars au 31 mars 2025, soit une baisse de 1,1 milliard de dollars, ou 0,7 %.

Tableau 9 – Ventilation des actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés publics : variation d'un exercice à l'autre (en millions de dollars)

	Marchés publics, excluant les ASG sous-conseillés par PineStone				Marchés publics – ASG sous-conseillés par PineStone				TOTAL MARCHÉS PUBLICS
	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL	
ASG – 31 mars 2025	56 199	39 476	8 382	104 057	19 792	13 849	2 747	36 388	140 445
Nouveaux mandats	1 655	838	265	2 758	19	—	1	20	2 778
Mandats perdus	(1 143)	(224)	(469)	(1 836)	(299)	(397)	(35)	(731)	(2 567)
Contributions nettes	(202)	(688)	(948)	(1 838)	(2 916)	(1 406)	(367)	(4 689)	(6 527)
Croissance interne nette	310	(74)	(1 152)	(916)	(3 196)	(1 803)	(401)	(5 400)	(6 316)
Marché	1 724	1 419	751	3 894	874	909	(123)	1 660	5 554
Transactions stratégiques¹⁾	18	(1 236)	(1)	(1 219)	(332)	(209)	—	(541)	(1 760)
ASG – 31 mars 2026	58 251	39 585	7 980	105 816	17 138	12 746	2 223	32 107	137 923

¹⁾ Se rapporte à la clôture de la stratégie Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core » au cours du trimestre, au transfert de mandats axés sur la stratégie de fonds équilibrés pour lesquels PineStone est sous-conseiller vers des mandats fondés sur des actions américaines de croissance au cours du quatrième trimestre de 2025, ainsi qu'à la clôture des stratégies Actions canadiennes de petite capitalisation et Opportunités micro cap réalisée au cours du deuxième trimestre de 2025.

Marchés publics

Au 31 mars 2026, les actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés publics s'élevaient à 137,9 milliards de dollars, comparativement à 140,4 milliards de dollars au 31 mars 2025, ce qui représente une baisse de 2,5 milliards de dollars, ou 1,8 %. Cette baisse est principalement attribuable à des contributions nettes négatives de 6,5 milliards de dollars, à des mandats perdus de 2,6 milliards de dollars, à la clôture des stratégies Actions canadiennes de petite capitalisation et Opportunités micro cap qui a réduit les actifs sous gestion de 1,1 milliard de dollars ainsi qu'à la clôture de la stratégie Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core » qui

a réduit les actifs sous gestion de 0,7 milliard de dollars. Les contributions nettes négatives de 4,7 milliards de dollars sont liées à des mandats de PineStone fondés sur des actions. Compte non tenu des actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller, il y a eu des contributions nettes négatives de 1,8 milliard de dollars, incluant une sortie nette de 0,9 milliard de dollars au sein du réseau de distribution Gestion privée provenant de divers mandats pour des clients au Canada et aux États-Unis. De plus, il y a eu une sortie nette de 0,7 milliard de dollars du réseau de distribution Intermédiaires financiers, principalement liée aux mandats fondés sur des titres à revenu fixe pour des clients aux États-Unis et à des mandats fondés sur des actions pour des clients de la région EMOA, partiellement contrebalancée par des entrées liées à des mandats fondés sur des titres à revenu fixe pour des clients au Canada. Les mandats perdus comprenaient un montant de 1,4 milliard de dollars au sein du réseau de distribution Marchés institutionnels, principalement lié à des mandats fondés sur des actions pour des clients au Canada et aux États-Unis, un montant de 0,6 milliard de dollars du réseau de distribution Intermédiaires financiers principalement lié à des mandats de PineStone fondés sur des actions pour des clients de la région EMOA et à des mandats fondés sur des actions pour des clients en Asie, ainsi qu'un montant de 0,5 milliard de dollars au sein du réseau de distribution Gestion privée.

Ces diminutions ont été compensées par l'incidence favorable du marché de 5,6 milliards de dollars et par des nouveaux mandats de 2,8 milliards de dollars. Les nouveaux mandats comprennent un montant de 1,7 milliard de dollars du réseau de distribution Marchés institutionnels, lié à divers mandats fondés sur des actions et mandats fondés sur des titres à revenu fixe pour des clients au Canada, ainsi qu'à de nouveaux actifs sous gestion dans la région EMOA provenant du lancement de la Stratégie d'actions Fiera Qatar. De plus, des nouveaux mandats de 0,8 milliard de dollars ont été obtenus au sein du réseau de distribution Intermédiaires financiers, essentiellement en lien avec des mandats fondés sur des actions de sociétés américaines à grande capitalisation pour des clients au Canada, et des nouveaux mandats de 0,3 milliard de dollars ont été obtenus au sein du réseau de distribution Gestion privée, lesquels sont liés à des clients au Canada et aux États-Unis.

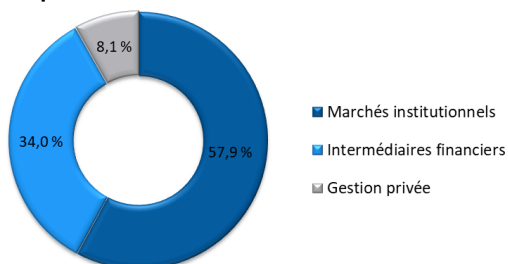
Les actifs sous gestion trimestriels moyens se sont chiffrés à 141,3 milliards de dollars, comparativement à 143,5 milliards de dollars au premier trimestre de 2025, soit une baisse de 2,2 milliards de dollars, ou 1,5 %.

Marchés privés

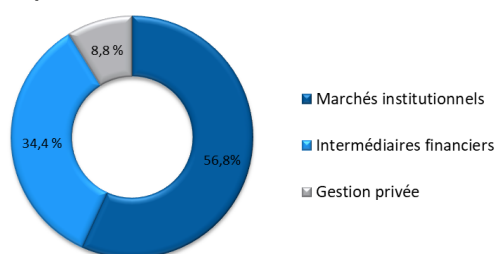
Au 31 mars 2026, les actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés privés se chiffraient à 22,2 milliards de dollars, contre 21,1 milliards de dollars au 31 mars 2025, ce qui représente une hausse de 1,1 milliard de dollars, ou 5,2 %. La hausse des actifs sous gestion est attribuable à des nouveaux mandats de 1,6 milliard de dollars et à l'incidence favorable du marché de 0,6 milliard de dollars. Les nouveaux mandats comprennent des mandats de 0,8 milliard de dollars axés sur les infrastructures et l'immobilier au Canada, dans le cadre du lancement, en collaboration avec la Fraternité unie des charpentiers et menuisiers d'Amérique, de la Plateforme canadienne d'opportunités pour les travailleurs syndiqués. Des nouveaux mandats axés sur l'immobilier ont aussi été obtenus auprès de clients de la région EMOA, de même que des mandats axés sur l'agriculture pour des clients au Canada et dans la région EMOA. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par des contributions nettes négatives de 0,7 milliard de dollars, des distributions de revenus de 0,3 milliard de dollars et des mandats perdus de 0,1 milliard de dollars. Les contributions nettes négatives proviennent principalement de remboursements de capital à des clients au Canada et dans la région EMOA et se rapportent à diverses stratégies.

Les actifs sous gestion consolidés au 31 mars 2026 comprenaient des capitaux engagés non déployés sur les marchés privés se chiffrant à 2,0 milliards de dollars, contre 1,5 milliard de dollars au 31 mars 2025. L'augmentation est principalement attribuable au lancement de la Plateforme canadienne d'opportunités pour les travailleurs syndiqués.

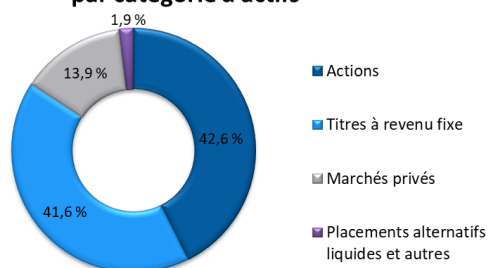
**Actifs sous gestion au 31 mars 2026
par réseau de distribution**



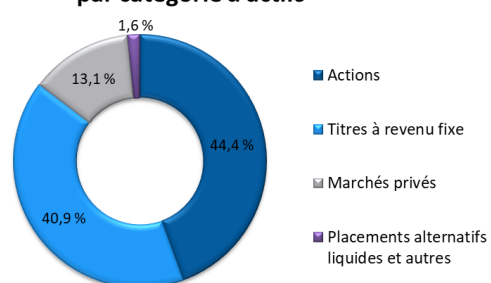
**Actifs sous gestion au 31 mars 2025
par réseau de distribution**



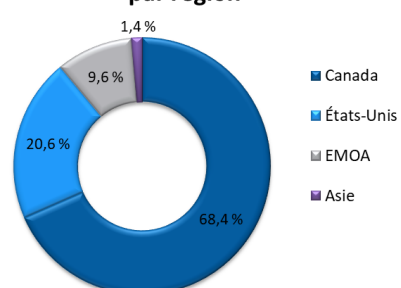
**Actifs sous gestion au 31 mars 2026
par catégorie d'actifs**



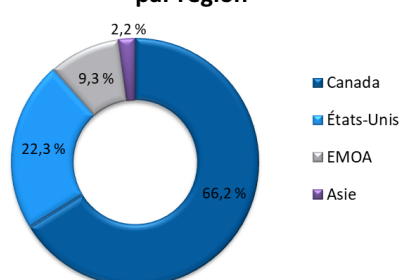
**Actifs sous gestion au 31 mars 2025
par catégorie d'actifs**



**Actifs sous gestion au 31 mars 2026
par région**



**Actifs sous gestion au 31 mars 2025
par région**



Produits

Les produits de la Société sont formés i) des honoraires de gestion, ii) des honoraires de performance, iii) des commissions d'engagements et frais de transaction, iv) de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées et v) des autres produits. La Société classe ses produits tirés des honoraires de gestion et des honoraires de performance dans deux plateformes de placement, à savoir celles liées aux plateformes de placement sur les marchés publics ou sur les marchés privés, et trois réseaux de distribution, à savoir Marchés institutionnels, Intermédiaires financiers et Gestion privée. Les produits sont ventilés par région principalement en fonction de l'emplacement des clients. Le calcul des honoraires de gestion est fondé sur les actifs sous gestion et, pour chaque réseau de distribution, le calcul des produits est essentiellement basé sur la valeur moyenne des actifs sous gestion à la clôture de chaque jour, mois ou trimestre civil, conformément aux dispositions contractuelles. La Société perçoit aussi des honoraires de performance dans le cadre de certains mandats. Les produits comprennent également les commissions d'engagement et frais de transaction liés aux stratégies de placements sur les marchés privés et la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées dans lesquelles la Société possède des participations. Les autres produits, qui ne sont pas ventilés par réseau de distribution ou région, se composent principalement des frais administratifs, des produits d'intérêts, des produits provenant de fonds, des frais de courtage et des honoraires de consultation dont le montant n'est pas fonction des actifs sous gestion, ainsi que des profits ou des pertes réalisés sur les contrats de change à terme.

Tableaux 10 – Produits trimestriels par plateforme de placement, réseau de distribution et région (en milliers de dollars)

		POUR LE TRIMESTRE CLOS LE								TOTAL
		31 mars 2026								
		MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				
		Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PUBLICS	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PRIVÉS	
Honoraires de gestion	<i>Canada</i>	33 222	12 192	11 097	56 511	21 144	4 293	11 786	37 223	93 734
	<i>États-Unis</i>	10 717	16 230	1 975	28 922	2 946	5	4	2 955	31 877
	<i>EMOA</i>	3 242	7 132	—	10 374	7 372	844	—	8 216	18 590
	<i>Asie</i>	1 126	1 251	—	2 377	586	—	—	586	2 963
	Total	48 307	36 805	13 072	98 184	32 048	5 142	11 790	48 980	147 164
Honoraires de performance	<i>Canada</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	<i>États-Unis</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	<i>EMOA</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	<i>Asie</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Total	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Commissions d'engagement et frais de transaction	<i>Canada</i>	—	—	—	—	950	113	153	1 216	1 216
	<i>États-Unis</i>	—	—	—	—	45	—	—	45	45
	<i>EMOA</i>	—	—	—	—	74	9	—	83	83
	<i>Asie</i>	—	—	—	—	3	—	—	3	3
	Total	—	—	—	—	1 072	122	153	1 347	1 347
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées ¹⁾	<i>Canada</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	<i>États-Unis</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	<i>EMOA</i>	—	—	—	—	—	—	—	947	947
	<i>Asie</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Total	—	—	—	—	—	—	—	947	947
Autres produits ²⁾	Total	—	—	—	1 914	—	—	—	1 637	3 853
Total des produits		48 307	36 805	13 072	100 098	33 120	5 264	11 943	52 911	153 311

¹⁾ La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées n'est pas ventilée par réseau de distribution.

²⁾ Les autres produits comprennent des produits de 302 \$ liés au siège social qui ne sont pas ventilés par plateforme de placement. Les autres produits ne sont pas ventilés par réseau de distribution ou région.

Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits

		POUR LE TRIMESTRE CLOS LE								TOTAL
		31 décembre 2025								
		MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				
		Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PUBLICS	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PRIVÉS	TOTAL
Honoraires de gestion	<i>Canada</i>	34 480	13 173	12 052	59 705	21 733	4 023	12 517	38 273	97 978
	<i>États-Unis</i>	10 750	17 406	1 959	30 115	3 037	5	4	3 046	33 161
	<i>EMOA</i>	3 382	7 098	—	10 480	7 404	870	—	8 274	18 754
	<i>Asie</i>	1 897	1 534	—	3 431	626	—	—	626	4 057
	Total	50 509	39 211	14 011	103 731	32 800	4 898	12 521	50 219	153 950
Honoraires de performance	<i>Canada</i>	634	—	2	636	4 067	85	1 604	5 756	6 392
	<i>États-Unis</i>	—	—	—	—	1 185	45	283	1 513	1 513
	<i>EMOA</i>	—	4 589	—	4 589	729	—	243	972	5 561
	<i>Asie</i>	—	—	—	—	—	—	39	39	39
	Total	634	4 589	2	5 225	5 981	130	2 169	8 280	13 505
Commissions d'engagement et frais de transaction	<i>Canada</i>	—	—	—	—	2 816	218	1 203	4 237	4 237
	<i>États-Unis</i>	—	—	—	—	50	2	4	56	56
	<i>EMOA</i>	—	—	—	—	3 292	9	1	3 302	3 302
	<i>Asie</i>	—	—	—	—	20	—	52	72	72
	Total	—	—	—	—	6 178	229	1 260	7 667	7 667
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées ¹⁾	<i>Canada</i>								—	—
	<i>États-Unis</i>								—	—
	<i>EMOA</i>								598	598
	<i>Asie</i>								—	—
	Total								598	598
Autres produits ²⁾	Total				2 112				1 967	4 342
Total des produits		51 143	43 800	14 013	111 068	44 959	5 257	15 950	68 731	180 062

¹⁾ La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées n'est pas ventilée par réseau de distribution.

²⁾ Les autres produits comprennent des produits de 263 \$ liés au siège social qui ne sont pas ventilés par plateforme de placement. Les autres produits ne sont pas ventilés par réseau de distribution ou région.

Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits

		POUR LE TRIMESTRE CLOS LE								
		31 mars 2025								
		MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				TOTAL
Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PUBLICS	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PRIVÉS			
Honoraires de gestion	Canada	34 084	12 877	12 040	59 001	20 539	4 524	13 423	38 486	97 487
	États-Unis	12 334	17 150	2 065	31 549	2 847	5	11	2 863	34 412
	EMOA	3 322	6 964	—	10 286	6 720	716	—	7 436	17 722
	Asie	2 386	1 895	—	4 281	638	—	2	640	4 921
	Total	52 126	38 886	14 105	105 117	30 744	5 245	13 436	49 425	154 542
Honoraires de performance	Canada	—	—	—	—	61	6	14	81	81
	États-Unis	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	EMOA	—	16	—	16	—	86	—	86	102
	Asie	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Total	—	16	—	16	61	92	14	167	183
Commissions d'engagement et frais de transaction	Canada	—	—	—	—	620	86	197	903	903
	États-Unis	—	—	—	—	36	—	—	36	36
	EMOA	—	—	—	—	1 014	478	—	1 492	1 492
	Asie	—	—	—	—	7	—	2	9	9
	Total	—	—	—	—	1 677	564	199	2 440	2 440
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées ¹⁾	Canada	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	États-Unis	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	EMOA	—	—	—	—	—	—	—	2 595	2 595
	Asie	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Total	—	—	—	—	—	—	—	2 595	2 595
Autres produits ²⁾	Total	—	—	—	1 529	—	—	—	1 528	3 111
Total des produits		52 126	38 902	14 105	106 662	32 482	5 901	13 649	56 155	162 871

¹⁾ La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées n'est pas ventilée par réseau de distribution.

²⁾ Les autres produits comprennent des produits de 54 \$ liés au siège social qui ne sont pas ventilés par plateforme de placement. Les autres produits ne sont pas ventilés par réseau de distribution ou région.

Tableau 11 – Total des produits par région : variation d'un trimestre à l'autre (en milliers de dollars)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 mars 2026	31 décembre 2025	31 mars 2025
Canada	97 981	111 855	101 048
États-Unis	31 865	35 036	34 459
EMOA	20 331	28 835	22 390
Asie	3 134	4 336	4 974
	153 311	180 062	162 871

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les produits consolidés pour le trimestre clos le 31 mars 2026 se sont établis à 153,3 millions de dollars, comparativement à 180,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, en baisse de 26,8 millions de dollars, ou 14,9 %.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2026, les produits tirés des stratégies sur les marchés publics se sont chiffrés à 100,1 millions de dollars, comparativement à 111,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, en baisse de 11,0 millions de dollars, ou 9,9 %. Pour le trimestre clos le 31 mars 2026, les produits tirés des stratégies sur les marchés privés se sont chiffrés à 52,9 millions de dollars, comparativement à 68,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, en baisse de 15,8 millions de dollars, ou 23,0 %.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion consolidés pour le trimestre clos le 31 mars 2026 se sont chiffrés à 147,2 millions de dollars, comparativement à 154,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, soit une baisse de 6,8 millions de dollars, ou 4,4 %.

Les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés publics pour le trimestre clos le 31 mars 2026 se sont chiffrés à 98,2 millions de dollars, comparativement à 103,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, soit une baisse de 5,5 millions de dollars, ou 5,3 %. Il y a eu une diminution de 2,4 millions de dollars au sein du réseau de distribution Intermédiaires financiers, une diminution de 2,2 millions de dollars au sein du réseau de distribution Marchés institutionnels, et une diminution de 0,9 million de dollars au sein du réseau de distribution Gestion privée, attribuables à la réduction des actifs sous gestion moyens découlant principalement de l'incidence défavorable du marché et des sorties liées aux mandats fondés sur des actions.

Les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés privés pour le trimestre clos le 31 mars 2026 se sont chiffrés à 49,0 millions de dollars, comparativement à 50,2 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, soit une baisse de 1,2 million de dollars, ou 2,4 %. Cette baisse est principalement attribuable aux stratégies axées sur l'infrastructure et le crédit privé.

Honoraires de performance

Les honoraires de performance consolidés se sont chiffrés à néant pour le trimestre clos le 31 mars 2026, contre 13,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025. Pour le trimestre précédent, les honoraires de performance comprenaient un montant de 5,2 millions de dollars provenant des marchés publics et un montant de 8,3 millions de dollars provenant des marchés privés. Les honoraires de performance liés aux marchés publics qui s'étaient matérialisés au trimestre précédent étaient liés à des stratégies de placement pour des clients du réseau de distribution Intermédiaires financiers dans la région EMOA et à des stratégies de placement pour des clients du réseau de distribution Marchés institutionnels au Canada. Les honoraires de performance liés aux marchés privés qui s'étaient matérialisés au trimestre précédent étaient liés aux stratégies axées sur l'agriculture, le crédit privé et les placements privés.

Commissions d'engagement et frais de transaction

Les commissions d'engagement et frais de transaction consolidés se sont établis à 1,3 million de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, contre 7,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, en baisse de 6,4 millions de dollars, ou 83,1 %. La baisse est principalement attribuable à l'augmentation des frais de transaction gagnés à l'égard des clients au Canada et dans la région EMOA au cours du trimestre précédent en raison du calendrier des transactions.

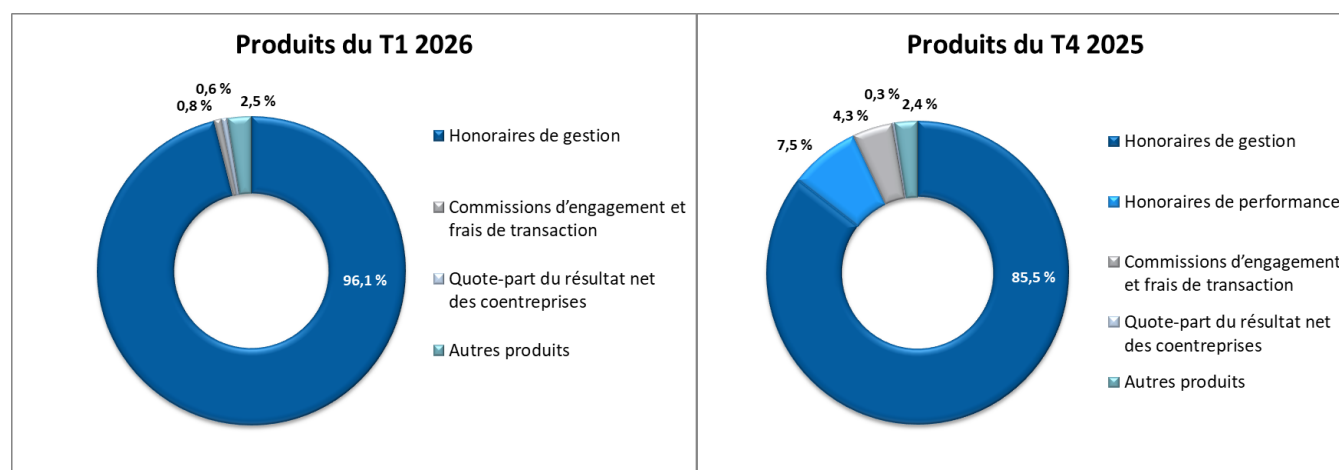
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées

La quote-part consolidée du résultat net des coentreprises et entreprises associées s'est établie à 0,9 million de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, contre 0,6 million de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, en hausse de 0,3 million de dollars, ou 50,0 %. La Société détient des participations dans un certain nombre de coentreprises et d'entreprises associées négligeables individuellement dans la plateforme de placement sur les marchés privés qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées peut sensiblement varier d'un trimestre à l'autre en raison de la nature à long terme des projets de coentreprises sous-jacents au sein de Fiera Real Estate UK.

Autres produits

Les autres produits consolidés pour le trimestre clos le 31 mars 2026 se sont établis à 3,9 millions de dollars, comparativement à 4,3 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, en baisse de 0,4 million de dollars, ou 9,3 %. Cette baisse est principalement attribuable aux distributions de revenus reçues au cours du trimestre précédent.

Les graphiques qui suivent illustrent la ventilation des produits de la Société pour les trimestres clos le 31 mars 2026 et le 31 décembre 2025, respectivement.



Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les produits consolidés se sont chiffrés à 153,3 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, contre 162,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, en baisse de 9,6 millions de dollars, ou 5,9 %.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2026, les produits tirés des stratégies sur les marchés publics se sont chiffrés à 100,1 millions de dollars, comparativement à 106,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2025, en baisse de 6,6 millions de dollars, ou 6,2 %. Pour le trimestre clos le 31 mars 2026, les produits tirés des stratégies sur les marchés privés se sont chiffrés à 52,9 millions de dollars, comparativement à 56,2 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2025, en baisse de 3,3 millions de dollars, ou 5,9 %.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion consolidés pour le trimestre clos le 31 mars 2026 se sont chiffrés à 147,2 millions de dollars, comparativement à 154,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2025, soit une baisse de 7,3 millions de dollars, ou 4,7 %.

Les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés publics pour le trimestre clos le 31 mars 2026 se sont chiffrés à 98,2 millions de dollars, comparativement à 105,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2025, soit une baisse de 6,9 millions de dollars, ou 6,6 %. La baisse des honoraires de gestion est principalement attribuable à une diminution de 3,8 millions de dollars au sein du réseau de distribution Marchés institutionnels, à une diminution de 2,1 millions de dollars au sein du réseau de distribution Intermédiaires financiers et à une diminution de 1,0 million de dollars au sein du réseau de distribution Gestion privée, principalement pour des clients au Canada, aux États-Unis et en Asie en raison de sorties liées à des mandats de PineStone fondés sur des actions. Compte non tenu des mandats pour lesquels PineStone est sous-conseiller, les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés publics ont augmenté grâce à l'augmentation des actifs sous gestion moyens.

Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits

Les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés privés pour le trimestre clos le 31 mars 2026 se sont chiffrés à 49,0 millions de dollars, comparativement à 49,4 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2025, soit une baisse de 0,4 million de dollars, ou 0,8 %. Cette baisse est principalement attribuable aux stratégies fondées sur le crédit privé pour des clients au Canada, partiellement contrebalancée par une hausse découlant des stratégies fondées sur l'immobilier pour des clients de la région EMOA.

Commissions d'engagement et frais de transaction

Les commissions d'engagement et frais de transaction consolidés se sont chiffrés à 1,3 million de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, contre 2,4 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2025, soit une baisse de 1,1 million de dollars, ou 45,8 %. La baisse est imputable à la diminution des frais de transaction liés aux stratégies axées sur l'immobilier gagnés à l'égard des clients dans la région EMOA.

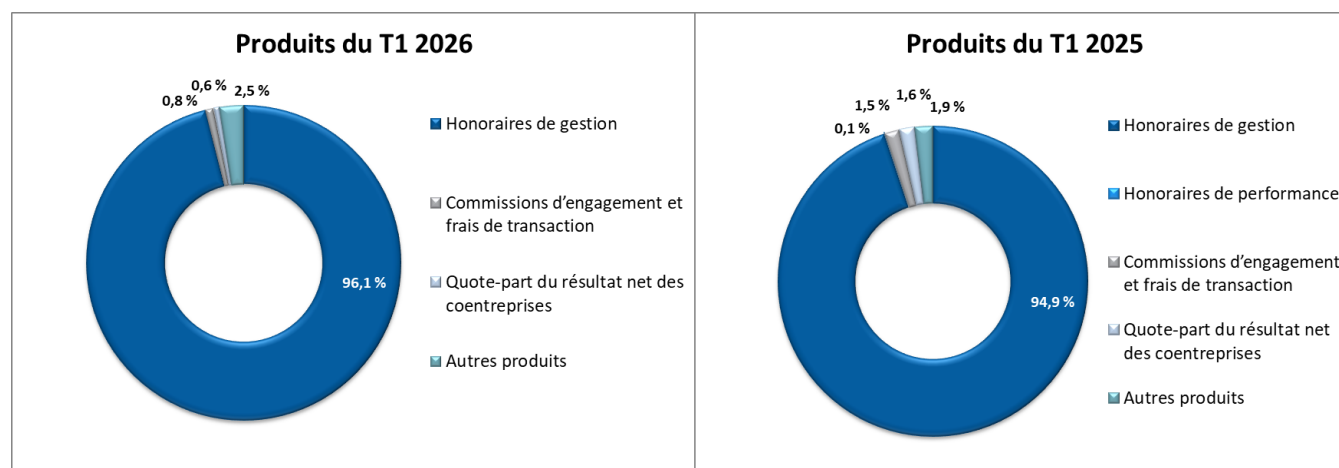
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées

La quote-part consolidée du résultat net des coentreprises et entreprises associées s'est établie à 0,9 million de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, contre 2,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 1,7 million de dollars, ou 65,4 %. La Société détient des participations dans un certain nombre de coentreprises et d'entreprises associées négligeables individuellement dans la plateforme de placement sur les marchés privés qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées peut sensiblement varier d'un trimestre à l'autre en raison de la nature à long terme des projets de coentreprises sous-jacents au sein de Fiera Real Estate UK.

Autres produits

Les autres produits consolidés pour le trimestre clos le 31 mars 2026 se sont établis à 3,9 millions de dollars, comparativement à 3,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, en hausse de 0,8 million de dollars, ou 25,8 %. Cette hausse est principalement attribuable à des pertes sur les contrats de change au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent et à l'augmentation des produits provenant de fonds au cours du trimestre considéré.

Les graphiques qui suivent illustrent la ventilation des produits de la Société pour les trimestres clos le 31 mars 2026 et le 31 mars 2025, respectivement.



RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET PERFORMANCE GLOBALE – CHARGES

Frais de vente et charges générales et administratives

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives se sont établis à 114,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, comparativement à 130,6 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, soit une diminution de 16,5 millions de dollars, ou 12,6 %. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse de la charge de rémunération du personnel, aux honoraires de sous-conseiller liée aux honoraires de performance moins élevés comptabilisés au trimestre précédent et à la baisse des frais de déplacement.

Les frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions, se sont établis à 110,6 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, comparativement à 125,4 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, soit une diminution de 14,8 millions de dollars, ou 11,8 %.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives se sont établis à 114,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, contre 122,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une diminution de 8,0 millions de dollars, ou 6,6 %. La diminution découle principalement de la baisse de la charge de rémunération du personnel et des honoraires de sous-conseiller.

Les frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions, se sont établis à 110,6 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, comparativement à 119,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2025, soit une diminution de 8,9 millions de dollars, ou 7,4 %.

Amortissements

Tableau 12 – Charge d'amortissement : variation d'un trimestre à l'autre (en milliers de dollars)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			VARIATION	
	31 mars 2026	31 décembre 2025	31 mars 2025	D'un trimestre à l'autre	D'un exercice à l'autre
Amortissement des immobilisations incorporelles	8 383	7 973	8 660	410	(277)
Amortissement des immobilisations corporelles	816	826	938	(10)	(122)
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	1 979	2 004	2 672	(25)	(693)
Total de la charge d'amortissement	11 178	10 803	12 270	375	(1 092)

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

La charge d'amortissement s'est établie à 11,2 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, comparativement à 10,8 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, soit une augmentation de 0,4 million de dollars, ou 3,7 %. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse de l'amortissement des immobilisations incorporelles liée aux ajustements, au trimestre précédent, de la répartition du prix d'achat des immobilisations incorporelles découlant de l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier.

Résultats d'exploitation et performance globale – Charges

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

La charge d'amortissement s'est établie à 11,2 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, contre 12,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une diminution de 1,1 million de dollars, ou 8,9 %. La diminution est principalement attribuable à la baisse de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation découlant de la modification de certains contrats de location et à la baisse de l'amortissement des immobilisations incorporelles.

Intérêts sur la dette à long terme et les débetures

Tableau 13 – Intérêts sur la dette à long terme et les débetures : variation d'un trimestre à l'autre (en milliers de dollars)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			VARIATION	
	31 mars 2026	31 décembre 2025	31 mars 2025	D'un trimestre à l'autre	D'un exercice à l'autre
Intérêts sur la dette à long terme	7 838	7 842	8 961	(4)	(1 123)
Intérêts sur les swaps de taux d'intérêt et les swaps de devises croisées	(946)	(714)	(688)	(232)	(258)
Intérêts sur les débetures	3 211	4 947	3 116	(1 736)	95
Total des intérêts sur la dette à long terme et les débetures	10 103	12 075	11 389	(1 972)	(1 286)

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et les débetures se sont chiffrés à 10,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, comparativement à 12,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, soit une diminution de 2,0 millions de dollars, ou 16,5 %. La diminution est principalement attribuable à la baisse des intérêts sur les débetures découlant du rachat des débetures hybrides à 8,25 % au cours du trimestre précédent.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et les débetures se sont établis à 10,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, comparativement à 11,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une diminution de 1,3 million de dollars, ou 11,4 %. La diminution est principalement attribuable à la baisse des intérêts sur la dette à long terme découlant de la diminution de l'encours moyen de la dette et de la diminution des taux d'intérêt.

Résultats d'exploitation et performance globale – Charges

Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières

Tableau 14 – Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières : variation d'un trimestre à l'autre (en milliers de dollars)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			VARIATION	
	31 mars 2026	31 décembre 2025	31 mars 2025	D'un trimestre à l'autre	D'un exercice à l'autre
Intérêts sur les obligations locatives	564	570	592	(6)	(28)
Conversion des monnaies étrangères et variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	175	(114)	(415)	289	590
Autres intérêts et charges financières	143	56	256	87	(113)
Total des intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières	882	512	433	370	449

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières se sont élevés à 0,9 million de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, comparativement à 0,5 million de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, soit une hausse de 0,4 million de dollars, ou 80,0 %. Cette hausse découle principalement de la réévaluation défavorable d'éléments monétaires libellés en monnaies étrangères, principalement en raison du raffermissement du dollar américain.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières se sont élevés à 0,9 million de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, comparativement à 0,4 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 0,5 million de dollars. Cette hausse découle principalement de la réévaluation défavorable d'éléments monétaires libellés en monnaies étrangères, principalement en raison du raffermissement du dollar américain.

Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts se sont chiffrés à 9,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, contre 8,8 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, en hausse de 0,3 million de dollars, ou 3,4 %.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts se sont établis à 9,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, contre 2,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, en hausse de 6,3 millions de dollars. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation des frais liés aux acquisitions et autres coûts découlant des regroupements d'entreprises et de la transaction portant sur les capitaux propres avec un actionnaire minoritaire, ainsi qu'à l'augmentation des indemnités de départ liées aux réorganisations corporatives.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET PERFORMANCE GLOBALE – RÉSULTAT NET

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le trimestre clos le 31 mars 2026, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société correspondant à un bénéfice de 2,8 millions de dollars, soit 0,03 \$ par action (de base et dilué), contre un résultat net correspondant à un bénéfice de 7,7 millions de dollars, soit 0,07 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, ce qui représente une diminution de 4,9 millions de dollars, ou 63,6 %, du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. Cette diminution est attribuable aux facteurs suivants :

- une diminution de 26,8 millions de dollars des produits, principalement attribuable aux honoraires de performance qui ont été matérialisés au trimestre précédent, à la baisse des honoraires de gestion sur les marchés publics et à la baisse des commissions d'engagement et frais de transaction.

Ces facteurs ayant contribué à la diminution du résultat net ont été partiellement contrebalancés par :

- une diminution de 16,5 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives découlant principalement de la baisse de la charge de rémunération du personnel et de la baisse des honoraires de sous-conseiller;
- une diminution de 2,7 millions de dollars de la charge d'impôt sur le résultat, principalement en raison de la baisse du bénéfice imposable;
- une diminution de 2,0 millions de dollars des intérêts sur la dette à long terme et les débetures, principalement en raison du rachat des débetures hybrides à 8,25 % au cours du trimestre précédent.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le trimestre clos le 31 mars 2026, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société correspondant à un bénéfice de 2,8 millions de dollars, soit 0,03 \$ par action (de base et dilué), contre un résultat net correspondant à un bénéfice de 21,8 millions de dollars, soit 0,20 \$ par action (de base) et 0,17 \$ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 19,0 millions de dollars, ou 87,2 %, du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. Cette diminution est attribuable aux facteurs suivants :

- une réévaluation de 12,7 millions de dollars d'un placement lié à une acquisition comptabilisé au trimestre correspondant de l'exercice précédent, relativement à l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier;
- une diminution de 9,6 millions de dollars des produits, en raison principalement de la baisse des honoraires de gestion liés à des mandats pour lesquels PineStone est sous-conseiller, de la baisse de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées, ainsi que de la baisse des commissions d'engagement et frais de transaction;
- une augmentation de 6,3 millions de dollars des coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts, principalement attribuable à la hausse des frais liés aux acquisitions et autres coûts découlant des regroupements d'entreprises et de la transaction portant sur les capitaux propres avec un actionnaire minoritaire, ainsi qu'à la hausse des indemnités de départ liées aux réorganisations corporatives.

Ces facteurs ayant contribué à la diminution du résultat net ont été partiellement contrebalancés par :

- une diminution de 8,0 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives découlant principalement de la baisse de la charge de rémunération du personnel et des honoraires de sous-conseiller.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Nous avons inclus des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS afin de fournir aux investisseurs un complément d'information sur nos résultats d'exploitation et notre performance financière. Nous estimons que ces mesures non conformes aux IFRS sont particulièrement éclairantes à cet égard, du fait qu'elles ne tiennent pas compte d'éléments qui ont une faible incidence sur ces résultats et cette performance et qu'elles font dès lors ressortir les tendances de fond qui marquent nos activités de base que les seuls indicateurs conformes aux IFRS ne permettraient pas nécessairement de mettre en évidence. Nous croyons également que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties intéressées ont aussi fréquemment recours à des mesures non conformes aux IFRS pour évaluer les sociétés émettrices, dont bon nombre utilisent des mesures non conformes aux IFRS aux fins de la présentation de leurs résultats. La direction fait par ailleurs appel à des mesures non conformes aux IFRS pour faciliter la comparaison des résultats d'exploitation et de la performance financière d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels et pour évaluer sa capacité à assurer le service de la dette, à financer les dépenses d'investissement et à satisfaire aux besoins en fonds de roulement.

Les mesures non conformes aux IFRS ne sont pas des mesures définies par les IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et elles pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Par exemple, certaines ou la totalité d'entre elles ne tiennent pas compte a) de nos dépenses en trésorerie ou de nos besoins futurs au titre des dépenses d'investissement ou des engagements contractuels, b) des variations de nos besoins en fonds de roulement ou de nos besoins de liquidités à cet égard, c) de la charge d'intérêts ou des besoins de liquidités liés aux paiements d'intérêts et du principal sur notre dette, et d) des versements d'impôt, qui viennent réduire notre trésorerie disponible. Ces mesures non conformes aux IFRS comportent des limitations importantes en tant qu'outils d'analyse, les lecteurs ne doivent pas les considérer isolément ni les substituer à l'analyse de nos résultats présentés selon les IFRS. En raison de ces limitations, nous nous appuyons principalement sur nos résultats présentés selon les IFRS et nous n'utilisons les mesures non conformes aux IFRS qu'à des fins complémentaires.

Nous définissons le **BAIIA** comme étant le résultat net avant intérêts, impôts sur le résultat et amortissements (le « BAIIA »). Le **BAIIA ajusté** correspond au BAIIA, ajusté pour tenir compte des coûts de restructuration, des frais liés aux acquisitions et autres coûts, de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres, de la perte (du profit) sur les placements, de la réévaluation d'un placement lié à une acquisition, des autres charges (produits), et des charges de rémunération fondée sur des actions.

Le **BAIIA ajusté par action (de base)** est calculé comme le BAIIA ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions de base en circulation au cours de la période. Le **BAIIA ajusté par action (dilué)** est calculé comme le BAIIA ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions dilués en circulation au cours de la période. Le BAIIA ajusté par action de base et le BAIIA ajusté par action dilués sont calculés au moyen du même nombre moyen pondéré d'actions en circulation que, respectivement, le résultat net par action de base et dilués calculés conformément aux IFRS, que le résultat net corresponde à un bénéfice ou à une perte.

Nous estimons que le BAIIA, le BAIIA ajusté et le BAIIA ajusté par action (de base et dilués) sont des mesures utiles en ce qu'elles permettent d'évaluer la performance de nos activités de base et les tendances du secteur d'une période à l'autre sans les variations causées par l'incidence des éléments décrits ci-dessus, que nous ne considérons pas comme représentatifs de la performance de nos activités de base courante. La direction utilise également ces mesures clés de la performance pour établir les budgets et les prévisions internes, pour évaluer les programmes de rémunération de la direction, pour lesquels ces mesures constituent des facteurs importants, pour évaluer les acquisitions éventuelles et pour comparer les résultats des activités de base de la période considérée avec ceux des périodes historiques correspondantes et avec la performance des activités de base d'autres sociétés de notre secteur. La Société considère que ses activités de base sont la gestion d'actifs, les conseils en placement et les services connexes. Les coûts liés aux initiatives stratégiques comme la

restructuration et les acquisitions et les autres charges (produits) ne sont pas considérés comme des coûts de base. La charge d'amortissement et les variations de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat connexes sont, de par leur nature, sans effet sur la trésorerie. La charge de rémunération fondée sur des actions est également exclue, puisqu'elle entraîne une volatilité découlant de l'évaluation du cours de l'action de la Société, qu'elle n'est pas directement liée à la performance des activités de base, qu'elle peut être réglée en actions et qu'elle est par conséquent sans effet sur la trésorerie dans certains cas. La Société exclut ces éléments parce qu'ils peuvent toucher la comparabilité de ses résultats financiers entre les périodes et qu'ils pourraient éventuellement déformer l'analyse des tendances de la performance de ses activités de base. L'exclusion de ces éléments ne signifie pas nécessairement qu'ils ne sont pas récurrents.

Nous définissons la **marge du BAIIA ajusté** comme étant le ratio du BAIIA ajusté aux produits. Il s'agit là d'une importante mesure de la performance d'exploitation globale, car elle est indicatrice de la rentabilité de la Société du point de vue de l'exploitation.

Le **résultat net ajusté** est le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté afin de tenir compte de la charge d'amortissement, de la rémunération fondée sur des actions, ainsi que des coûts de restructuration, des frais liés aux acquisitions et autres coûts après impôt, de la désactualisation après impôt et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres, de la désactualisation de l'intérêt effectif sur les débetures après impôt, de la réévaluation après impôt d'un placement lié à une acquisition, ainsi que des autres charges (produits) après impôt.

Le **résultat net ajusté par action (de base)** est calculé comme le résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions de base en circulation au cours de la période. Le **résultat net ajusté par action (dilué)** est calculé comme le résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions dilués en circulation au cours de la période. Le résultat net ajusté par action de base et le résultat net ajusté par action dilués sont calculés au moyen du même nombre moyen pondéré d'actions en circulation que, respectivement, le résultat net par action de base et dilués calculés conformément aux IFRS, que le résultat net corresponde à un bénéfice ou à une perte.

Nous estimons que le résultat net ajusté et le résultat net ajusté par action (de base et dilués) sont des mesures utiles en ce qu'elles permettent d'évaluer la performance globale de la Société d'une période à l'autre sans la variation causée par l'incidence des éléments décrits ci-dessus. La Société exclut ces éléments parce qu'ils peuvent toucher la comparabilité de ses résultats financiers d'une période à l'autre et qu'ils pourraient éventuellement déformer l'analyse des tendances de la performance de ses activités. L'exclusion de ces éléments ne signifie pas nécessairement qu'ils ne sont pas récurrents.

Les **flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois** correspondent aux 12 derniers mois de trésorerie disponible aux fins de distribution aux actionnaires ou de réinvestissement. Nous définissons les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois comme étant les entrées ou sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation ajustées pour comprendre : la trésorerie versée aux fins du règlement d'obligations au titre du prix d'achat; le produit tiré du billet à ordre; les distributions reçues des coentreprises et entreprises associées (déduction faite des investissements); les dividendes et autres distributions versés aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle et autres; les paiements de location; et l'intérêt versé sur la dette à long terme et les débetures. Les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois excluent les frais liés aux acquisitions et autres coûts et les autres coûts de restructuration. Les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois sont présentés pour les 12 derniers mois consécutifs, étant donné qu'une mesure calculée en fonction des 12 derniers mois réduit l'incidence de la fluctuation du fonds de roulement en raison du moment où le calcul est effectué au cours de l'exercice. Les **flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois par action** sont calculés comme les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois divisés par le nombre moyen pondéré d'actions de base en circulation au cours de la période.

Mesures non conformes aux IFRS

Nous estimons que les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois et les flux de trésorerie disponibles par action des 12 derniers mois sont des mesures utiles, car elles offrent des renseignements additionnels sur la trésorerie disponible que la Société pourrait affecter au remboursement du capital aux actionnaires, au déploiement du capital à des fins de réinvestissement dans l'entreprise ou à une réduction de l'endettement.

La **dette nette** correspond à la valeur comptable de la dette à long terme et des débentures, majorée de la juste valeur des swaps de devises croisées, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, telle qu'elle est présentée dans l'état de la situation financière des états financiers consolidés.

Nous définissons le **ratio de la dette nette** comme étant le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté des 12 derniers mois.

La dette nette et le ratio de la dette nette sont couramment utilisés pour évaluer le levier financier. Nous sommes d'avis qu'il s'agit de mesures utiles, car elles permettent de mieux comprendre la capacité de la Société à respecter ses obligations financières courantes.

Les tableaux 20, 21, 22 et 23 présentent un rapprochement des mesures non conformes aux IFRS et des mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables.

Mesures non conformes aux IFRS

BAIIA ajusté

Le tableau suivant présente respectivement le BAIIA, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté et le BAIIA ajusté par action de la Société.

Tableau 15 – BAIIA ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 mars 2026	31 décembre 2025	31 mars 2025
Résultat net	4 736	11 730	23 902
Charge d'impôt sur le résultat	3 573	6 291	3 679
Amortissements	11 178	10 803	12 270
Intérêts sur la dette à long terme et les débetures	10 103	12 075	11 389
Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières	882	512	433
BAIIA	30 472	41 411	51 673
Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts	9 087	8 790	2 818
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres	(290)	(107)	(932)
Rémunération fondée sur des actions	3 531	5 170	2 599
Profit sur les placements, montant net	(222)	(680)	(542)
Réévaluation d'un placement lié à une acquisition	—	—	(12 730)
Autres charges (produits)	129	88	517
BAIIA ajusté	42 707	54 672	43 403
Marge du BAIIA ajusté	27,9 %	30,4 %	26,6 %
Par action (de base)	0,40	0,51	0,40
Par action (dilué)	0,38	0,43	0,31
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – de base (en milliers)	106 650	106 699	108 003
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué (en milliers)	111 581	126 609	140 459

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le trimestre clos le 31 mars 2026, le BAIIA ajusté s'est établi à 42,7 millions de dollars, soit 0,40 \$ par action (de base) et 0,38 \$ par action (dilué), contre 54,7 millions de dollars, soit 0,51 \$ par action (de base) et 0,43 \$ par action (dilué), pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, soit une diminution de 12,0 millions de dollars, ou 21,9 %. La diminution du BAIIA ajusté est principalement attribuable à la baisse des produits de 26,8 millions de dollars découlant surtout du calendrier de matérialisation des honoraires de performance au trimestre précédent, à la baisse des honoraires de gestion sur les marchés publics et à la baisse des commissions d'engagement et frais de transaction. La diminution du BAIIA ajusté a été en partie compensée par la diminution de 14,8 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions, découlant principalement de la baisse de la charge de rémunération du personnel et des honoraires de sous-conseiller.

Mesures non conformes aux IFRS

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le trimestre clos le 31 mars 2026, le BAIIA ajusté s'est établi à 42,7 millions de dollars, soit 0,40 \$ par action (de base) et 0,38 \$ par action (dilué), contre 43,4 millions de dollars, soit 0,40 \$ par action (de base) et 0,31 \$ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une diminution de 0,7 million de dollars, ou 1,6 %. La diminution du BAIIA ajusté est principalement attribuable à la baisse des produits de 9,6 millions de dollars découlant surtout de la diminution des honoraires de gestion liés à des mandats pour lesquels PineStone est sous-conseiller, de la baisse de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées, ainsi que de la baisse des commissions d'engagement et frais de transaction. La diminution du BAIIA ajusté a été en partie compensée par la diminution de 8,9 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions, découlant principalement de la baisse de la charge de rémunération du personnel et des honoraires de sous-conseiller.

Résultat net ajusté

Le tableau suivant présente respectivement le résultat net et le résultat net ajusté de la Société.

Tableau 16 – Résultat net et résultat net ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	31 mars 2026	31 décembre 2025	31 mars 2025
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	2 833	7 667	21 789
Amortissements	11 178	10 803	12 270
Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts	9 087	8 790	2 818
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres, et intérêt effectif sur les débetures	(129)	403	(703)
Rémunération fondée sur des actions	3 531	5 170	2 599
Réévaluation d'un placement lié à une acquisition	—	—	(12 730)
Autres charges (produits)	129	88	517
Incidence fiscale des éléments ci-dessus	(3 097)	(3 029)	(1 134)
Résultat net ajusté	23 532	29 892	25 426
Par action (de base)			
Résultat net	0,03	0,07	0,20
Résultat net ajusté	0,22	0,28	0,24
Par action (dilué)			
Résultat net	0,03	0,07	0,17
Résultat net ajusté	0,21	0,24	0,20
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – de base (en milliers)	106 650	106 699	108 003
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué (en milliers)	111 581	126 609	140 459

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Le résultat net ajusté pour le trimestre clos le 31 mars 2026 s'est établi à 23,5 millions de dollars, soit 0,22 \$ par action (de base) et 0,21 \$ par action (dilué), comparativement à un résultat net ajusté de 29,9 millions de dollars, soit 0,28 \$ par action (de base) et 0,24 \$ par action (dilué), pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, ce qui représente une baisse de 6,4 millions de dollars, ou 21,4 %. La baisse est essentiellement attribuable à la diminution de 26,8 millions de dollars des produits, partiellement contrebalancée par la baisse de 14,8 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions, la baisse de 2,6 millions de dollars de la charge d'impôt sur le résultat net ajusté et la baisse de 1,7 million de dollars des intérêts sur la dette à long terme et les débetures, compte non tenu de l'intérêt effectif sur les débetures.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Le résultat net ajusté pour le trimestre clos le 31 mars 2026 s'est établi à 23,5 millions de dollars, soit 0,22 \$ par action (de base) et 0,21 \$ par action (dilué), comparativement à un résultat net ajusté de 25,4 millions de dollars, soit 0,24 \$ par action (de base) et 0,20 \$ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une baisse de 1,9 million de dollars, ou 7,5 %. La baisse est essentiellement attribuable à la diminution de 9,6 millions de dollars des produits et à l'augmentation de 1,9 million de dollars de la charge d'impôt sur le résultat net ajusté, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse de 8,9 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Risque de liquidité

La Société cherche à disposer de liquidités suffisantes pour régler ses passifs à mesure qu'ils viennent à échéance. Elle surveille le solde de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie ainsi que ses flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation afin de pouvoir s'acquitter de ses obligations.

La Société génère suffisamment de trésorerie à partir de ses activités d'exploitation et, grâce à sa dette à long terme, dispose de financement suffisant pour lui permettre de financer ses activités et d'honorer ses obligations à leur échéance.

Flux de trésorerie

En plus des frais de vente et charges générales et administratives, la Société affecte sa trésorerie notamment aux versements de dividendes, aux rachats d'actions, au service de la dette, aux dépenses d'investissement et aux acquisitions d'entreprises.

Tableau 17 – Sommaire des tableaux consolidés résumés intermédiaires des flux de trésorerie (en milliers de dollars)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		VARIATION
	31 mars 2026	31 mars 2025	
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant l'incidence du fonds de roulement	34 323	37 658	(3 335)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation	(48 136)	(55 639)	7 503
Sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(13 813)	(17 981)	4 168
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(1 298)	(6 421)	5 123
Entrées de trésorerie liées aux activités de financement	22 954	25 199	(2 245)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	7 843	797	7 046
Incidence des fluctuations des cours du change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères	(297)	373	(670)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	41 679	35 356	6 323
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	49 225	36 526	12 699
Flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois ¹	95 609	86 674	8 935

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 45 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 57 à 60.

Situation de trésorerie et sources de financement

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont chiffrées à 13,8 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, comparativement à 18,0 millions de dollars à l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 4,2 millions de dollars, ou 23,3 %. Cette diminution des sorties de trésorerie est attribuable aux variations du fonds de roulement de 7,5 millions de dollars, principalement en raison du calendrier de recouvrement des débiteurs et de règlement des créditeurs. Cette diminution a été partiellement contrebalancée par la baisse des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant l'incidence du fonds de roulement de 3,4 millions de dollars, principalement attribuable à la baisse des produits, elle-même contrebalancée en partie par la diminution des charges.

Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont chiffrées à 1,3 million de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, comparativement à 6,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 5,1 millions de dollars. Cette diminution des sorties de trésorerie est principalement attribuable au montant de 7,7 millions de dollars affecté à l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent, facteur partiellement contrebalancé par les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement de 2,0 millions de dollars pour le trimestre considéré.

Entrées de trésorerie liées aux activités de financement

Les entrées de trésorerie liées aux activités de financement se sont chiffrées à 23,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2026, comparativement à 25,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 2,2 millions de dollars, ou 8,7 %. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse de 10,9 millions de dollars des emprunts sur la dette à long terme, compte non tenu des swaps de devises croisées, facteur contrebalancé en partie par la baisse de 7,2 millions de dollars des dividendes versés aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle et autres.

Flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois

Pour le trimestre clos le 31 mars 2026, les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois se sont chiffrés à 95,6 millions de dollars, contre 86,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une augmentation de 8,9 millions de dollars, ou 10,3 %. Cette augmentation est principalement attribuable à la baisse de 5,9 millions de dollars des dividendes versés aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle et autres et à la baisse de 2,6 millions de dollars des paiements de loyers.

Composantes du total de la dette

Facilité de crédit

Le 20 avril 2022, la Société a conclu la septième entente de crédit modifiée et mise à jour (l'« entente de crédit ») qui comprend une facilité renouvelable non garantie de premier rang de 700,0 millions de dollars (la « facilité ») pouvant être utilisée au gré de la Société pour des retraits en dollars canadiens ou en dollars américains.

Situation de trésorerie et sources de financement

En décembre 2024, la date d'échéance de la facilité a été reportée du 20 avril 2026 au 20 décembre 2028. Chaque année, il est possible de demander une prorogation de un an de la facilité, mais celle-ci ne peut être prorogée au-delà de quatre ans après la date d'entrée en vigueur de la prorogation. La Société peut demander une augmentation de la limite maximale disponible aux termes de la facilité pouvant aller jusqu'à 200,0 millions de dollars, sous réserve de l'acceptation des prêteurs.

La facilité porte intérêt à taux variable en fonction de la monnaie dans laquelle la somme est prélevée. Les taux d'intérêt sont fondés sur le taux préférentiel canadien, sur le taux composé quotidien ajusté ou taux CORRA à terme, sur le taux de base des États-Unis ou sur le SOFR à terme ajusté qui, dans tous les cas, est majoré d'un écart établi en fonction du ratio trimestriel de la dette à long terme sur le BAIIA défini dans l'entente de crédit.

Au 31 mars 2026, le montant total prélevé sur la facilité se chiffrait à 579,5 millions de dollars (415,2 millions de dollars américains) et avait été prélevé entièrement en dollars américains, dont une tranche de 334,3 millions de dollars américains était couverte au moyen d'un swap de devises croisées. Au 31 décembre 2025, le montant total prélevé sur la facilité se chiffrait à 523,8 millions de dollars, dont une tranche de 519,0 millions de dollars (378,6 millions de dollars américains) prélevée en dollars américains et une tranche de 4,8 millions de dollars prélevée en dollars canadiens. Du montant de 378,6 millions de dollars américains prélevé en dollars américains, une tranche de 298,6 millions de dollars américains était couverte au moyen d'un swap de devises croisées au 31 décembre 2025.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2026, la Société a emprunté 45,1 millions de dollars sur sa dette à long terme (emprunté 35,1 millions de dollars au cours du trimestre clos le 31 mars 2025).

Débeture hybride à 6,0 % échéant le 30 juin 2027

Le 23 juin 2022, la Société a conclu un placement privé visant une débeture hybride subordonnée non garantie de premier rang échéant le 30 juin 2027, pour un montant en capital de 100,0 millions de dollars (la « débeture hybride à 6,0 % »), émise au pair en faveur du Fonds de solidarité FTQ. La débeture hybride à 6,0 % porte intérêt à un taux de 6,0 % par année, et les intérêts sont payables semestriellement, à terme échu, les 30 juin et 31 décembre de chaque année, à compter du 31 décembre 2022.

Débetures hybrides à 7,75 % échéant le 30 juin 2030

Le 3 juin 2025, la Société a émis des débetures hybrides subordonnées non garanties de premier rang échéant le 30 juin 2030 (les « débetures hybrides à 7,75 % ») pour un montant en capital de 70,0 millions de dollars au pair. Les débetures hybrides à 7,75 % portent intérêt à un taux de 7,75 % par année, et les intérêts sont payables semestriellement, à terme échu, les 30 juin et 31 décembre de chaque année, le premier versement d'intérêt étant à payer le 31 décembre 2025.

Le 6 juin 2025, la Société a émis des débetures hybrides subordonnées non garanties de premier rang additionnelles pour un montant en capital de 10,0 millions de dollars à la suite de l'exercice de l'option de surallocation.

Obligations locatives

Les contrats de location de la Société concernent surtout des bureaux. Les contrats de location sont généralement conclus pour des périodes fixes; cependant, ils peuvent comporter des options de prolongation. Les modalités des contrats de location sont négociées individuellement et sont très variées. Les contrats de location n'imposent aucune clause restrictive, mais les actifs au titre de droits d'utilisation ne peuvent servir de garanties aux fins d'emprunt. La diminution du total des obligations locatives est principalement attribuable aux paiements de loyers, déduction faite des intérêts.

Situation de trésorerie et sources de financement

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés de la Société sont composés de swaps de devises croisées, de swaps de devises et de swaps de taux d'intérêt ainsi que de contrats de change à terme, qui sont présentés à la juste valeur.

En février et en mars 2023, la Société a conclu des swaps de taux d'intérêt afin de gérer son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt de référence sur les emprunts à taux variable prélevés sur la facilité. Pour gérer ce risque, les swaps de taux d'intérêt consistent à échanger le taux composé quotidien ajusté CORRA contre un taux fixe appliqué au notionnel de chaque contrat. Les contrats de swap de taux d'intérêt sont venus à échéance le 26 février 2026. Avant leur échéance, les swaps de taux d'intérêt étaient désignés comme couvertures de flux de trésorerie et répondaient aux exigences de la comptabilité de couverture. Par conséquent, la partie efficace des variations de la juste valeur de ces contrats était comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, et le montant du cumul était porté dans une réserve de couverture. Se reporter aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres clos les 31 mars 2026 et 2025 pour en savoir davantage sur les couvertures de flux de trésorerie.

Capital social

Tableau 18 – Le tableau qui suit présente le détail des actions ordinaires émises, entièrement réglées et en circulation (en milliers de dollars, sauf les montants par action)

	Actions de catégorie A		Actions de catégorie B			Total
	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$
Au 31 décembre 2025	87 210 436	802 167	19 412 401	30 891	106 622 837	833 058
Rachat et annulation d'actions	(557 505)	(5 128)	—	—	(557 505)	(5 128)
Au 31 mars 2026	86 652 931	797 039	19 412 401	30 891	106 065 332	827 930
Au 31 décembre 2024	88 399 954	814 180	19 412 401	30 891	107 812 355	845 071
Émission d'actions						
Unités d'actions liées au rendement, unités d'actions assujetties à des restrictions et unités assorties de droits à la plus-value réglées	296 316	2 046	—	—	296 316	2 046
Au 31 mars 2025	88 696 270	816 226	19 412 401	30 891	108 108 671	847 117

Rachat et annulation d'actions

Le 8 août 2025, la Société a annoncé que la Bourse de Toronto avait approuvé le renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre publique de rachat ») visant le rachat à des fins d'annulation d'un nombre maximal de 4 000 000 d'actions de catégorie A avec droit de vote subalterne (les « actions de catégorie A »), soit environ 4,6 % de ses actions de catégorie A émises et en circulation au 4 août 2025, sur une période de 12 mois débutant le 16 août 2025 et se terminant au plus tard le 15 août 2026. La précédente offre publique de rachat a débuté le 16 août 2024 et a pris fin le 15 août 2025 (la « précédente offre publique de rachat »). En vertu de la précédente offre publique de rachat, la Société était aussi autorisée à racheter à des fins d'annulation un nombre maximal de 4 000 000 d'actions de catégorie A.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2026, la Société a racheté et annulé 557 505 actions de catégorie A dans le cadre de l'offre publique de rachat renouvelée de la Société pour une contrepartie totale 3,2 millions de dollars.

La différence entre la valeur comptable de 5,1 millions de dollars des actions rachetées et la contrepartie payée de 3,2 millions de dollars a été comptabilisée dans le surplus d'apport. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2025, il n'y a eu aucun rachat ni annulation d'actions de catégorie A dans le cadre de la précédente offre publique de rachat.

Dividendes

Au cours des trimestres clos le 31 mars 2026 et le 31 mars 2025, la Société a déclaré des dividendes totalisant 11,5 millions de dollars (0,108 \$ par action) et 23,4 millions de dollars (0,216 \$ par action), respectivement, sur les actions de catégorie A et les actions de catégorie B avec droit de vote spécial (les « actions de catégorie B »).

Gestion du capital

Le capital de la Société se compose du capital social, des résultats non distribués (du déficit), de la dette à long terme et des débentures hybrides, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La Société gère son capital de manière à disposer de sources de financement suffisantes tout en maximisant le rendement pour ses actionnaires en optimisant l'équilibre entre la dette et les capitaux propres, et de manière à se conformer aux exigences réglementaires et à certaines clauses restrictives exigées par les prêteurs. La Société est tenue de maintenir un fonds de roulement minimal, calculé conformément au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites, sur une base non consolidée. Au 31 mars 2026 et au 31 décembre 2025, elle se conformait à ces exigences. La Société se conformait également aux clauses restrictives liées à l'endettement auxquelles elle était assujettie aux termes de la facilité.

Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société peut émettre des actions, racheter et annuler des actions aux termes de l'offre publique de rachat, procéder à l'émission ou au remboursement de titres de créance, ou émettre des actions pour satisfaire aux obligations de paiement au titre de la débenture hybride à 6,0 % et des débentures hybrides à 7,75 %.

Obligations contractuelles

Au 31 mars 2026, la Société n'avait aucune obligation contractuelle significative autre que celles décrites à la rubrique « Obligations contractuelles » de son rapport de gestion annuel de 2025. Se reporter à la rubrique « Composantes du total de la dette » à la page 52 du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements.

Passifs éventuels et provisions pour réclamations

Dans le cours normal de ses activités, la Société est assujettie à des réclamations et est impliquée dans des poursuites ainsi que des enquêtes d'ordre juridique, réglementaire et fiscal. Comme il existe un certain nombre d'incertitudes concernant ces sujets, individuellement ou collectivement, il est actuellement impossible d'en prévoir l'issue définitive avec certitude. Compte tenu de l'information dont elle dispose actuellement, la direction estime que la défense ou la résolution de ces sujets, pris individuellement ou collectivement, n'aura pas d'incidence défavorable significative sur la situation financière de la Société. La direction évalue régulièrement si les charges à payer ou les provisions constituées à l'égard de ces sujets sont adéquates. La Société souscrit des polices d'assurance susceptibles de fournir une protection contre ces réclamations. Au 31 mars 2026, le total du passif relatif à ces sujets s'élevait à 9,9 millions de dollars (31 décembre 2025 – 9,8 millions de dollars).

Sommaire des résultats trimestriels

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau qui suit présente, sur une base consolidée, les actifs sous gestion, le total des produits, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le résultat net et le résultat net ajusté de la Société, y compris les montants par action, pour chacun des huit derniers trimestres clos de la Société, ainsi que pour la période correspondant aux 12 derniers mois close le 31 mars 2026.

Tableau 19 – Résultats trimestriels (en milliers de dollars, sauf les actifs sous gestion qui sont en millions de dollars et sauf les données par action)

	12 derniers mois ¹⁾	T1 31 mars 2026	T4 31 déc. 2025	T3 30 sept. 2025	T2 30 juin 2025	T1 31 mars 2025	T4 31 déc. 2024	T3 30 sept. 2024	T2 30 juin 2024
ASG ²⁾	162 917	160 165	164 080	166 949	160 474	161 594	167 111	165 471	158 862
Total des produits	663 437	153 311	180 062	167 090	162 974	162 871	184 011	171 711	164 786
BAIIA ajusté ³⁾	193 396	42 707	54 672	50 325	45 692	43 403	53 400	51 685	45 284
Marge du BAIIA ajusté ³⁾	29,2 %	27,9 %	30,4 %	30,1 %	28,0 %	26,6 %	29,0 %	30,1 %	27,5 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	20 091	2 833	7 667	5 834	3 757	21 789	(192)	12 639	4 895
Résultat net ajusté ³⁾	105 656	23 532	29 892	25 034	27 198	25 426	22 849	28 909	24 872
PAR ACTION – DE BASE									
BAIIA ajusté ³⁾	1,80	0,40	0,51	0,47	0,42	0,40	0,50	0,48	0,42
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,18	0,03	0,07	0,05	0,03	0,20	—	0,12	0,05
Résultat net ajusté ³⁾	0,98	0,22	0,28	0,23	0,25	0,24	0,21	0,27	0,23
PAR ACTION – DILUÉ									
BAIIA ajusté ³⁾	1,67	0,38	0,43	0,45	0,41	0,31	0,50	0,42	0,42
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,18	0,03	0,07	0,05	0,03	0,17	—	0,11	0,04
Résultat net ajusté ³⁾	0,92	0,21	0,24	0,23	0,24	0,20	0,21	0,25	0,23

¹⁾ Certains sous-totaux peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

²⁾ Les actifs sous gestion des 12 derniers mois représentent la moyenne des actifs sous gestion de clôture pour les quatre derniers trimestres.

³⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 45 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 57 à 60.

Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau qui suit présente un rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté, de la marge du BAIIA ajusté et du BAIIA ajusté par action avec les mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Tableau 20 – Rapprochement du BAIIA et du BAIIA ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	T1 2026	T4 2025	T3 2025	T2 2025	T1 2025	T4 2024	T3 2024	T2 2024
Résultat net	4 736	11 730	9 965	5 960	23 902	2 858	16 060	6 578
Charge d'impôt sur le résultat	3 573	6 291	5 395	1 799	3 679	4 733	6 444	2 531
Amortissements	11 178	10 803	12 307	12 215	12 270	11 921	11 736	12 603
Intérêts sur la dette à long terme et les débetures	10 103	12 075	12 519	12 057	11 389	12 036	11 733	12 431
Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières	882	512	1 809	(740)	433	7 596	389	2 087
BAIIA	30 472	41 411	41 995	31 291	51 673	39 144	46 362	36 230
Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts	9 087	8 790	3 405	10 112	2 818	3 816	1 422	5 140
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres	(290)	(107)	(377)	(7)	(932)	320	(238)	(680)
Rémunération fondée sur des actions	3 531	5 170	5 746	5 022	2 599	9 522	3 357	4 813
Perte (profit) sur les placements, montant net	(222)	(680)	(203)	(190)	(542)	(115)	(448)	(222)
Réévaluation d'un placement lié à une acquisition	—	—	—	—	(12 730)	—	—	—
Autres charges (produits)	129	88	(241)	(536)	517	713	1 230	3
BAIIA ajusté	42 707	54 672	50 325	45 692	43 403	53 400	51 685	45 284
Produits	153 311	180 062	167 090	162 974	162 871	184 011	171 711	164 786
Marge du BAIIA ajusté	27,9 %	30,4 %	30,1 %	28,0 %	26,6 %	29,0 %	30,1 %	27,5 %
BAIIA ajusté par action								
De base	0,40	0,51	0,47	0,42	0,40	0,50	0,48	0,42
Dilué	0,38	0,43	0,45	0,41	0,31	0,50	0,42	0,42

Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau qui suit présente un rapprochement du résultat net ajusté et du résultat net ajusté par action avec les mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Tableau 21 – Rapprochement du résultat net ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	T1 2026	T4 2025	T3 2025	T2 2025	T1 2025	T4 2024	T3 2024	T2 2024
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	2 833	7 667	5 834	3 757	21 789	(192)	12 639	4 895
Amortissements	11 178	10 803	12 307	12 215	12 270	11 921	11 736	12 603
Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts	9 087	8 790	3 405	10 112	2 818	3 816	1 422	5 140
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres, et intérêt effectif sur les débetures	(129)	403	30	320	(703)	599	(20)	(412)
Rémunération fondée sur des actions	3 531	5 170	5 746	5 022	2 599	9 522	3 357	4 813
Réévaluation d'un placement lié à une acquisition	—	—	—	—	(12 730)	—	—	—
Autres charges (produits)	129	88	(241)	(536)	517	713	1 230	3
Incidence fiscale des éléments ci-dessus	(3 097)	(3 029)	(2 047)	(3 692)	(1 134)	(3 530)	(1 455)	(2 170)
Résultat net ajusté	23 532	29 892	25 034	27 198	25 426	22 849	28 909	24 872
Par action (de base)								
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,03	0,07	0,05	0,03	0,20	(0,00)	0,12	0,05
Résultat net ajusté	0,22	0,28	0,23	0,25	0,24	0,21	0,27	0,23
Par action (dilué)								
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,03	0,07	0,05	0,03	0,17	(0,00)	0,11	0,04
Résultat net ajusté	0,21	0,24	0,23	0,24	0,20	0,21	0,25	0,23

Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau qui suit présente un rapprochement des flux de trésorerie disponibles avec les mesures conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Tableau 22 – Rapprochement des flux de trésorerie disponibles (en milliers de dollars)

	T1 2026	T4 2025	T3 2025	T2 2025	T1 2025	T4 2024	T3 2024	T2 2024
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant l'incidence du fonds de roulement	34 323	49 126	45 533	33 647	37 658	47 487	48 589	37 218
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation	(48 136)	(2 487)	17 462	8 287	(55 639)	4 464	6 187	15 807
Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation	(13 813)	46 639	62 995	41 934	(17 981)	51 951	54 776	53 025
Règlement d'obligations au titre du prix d'achat	—	—	—	—	—	(937)	—	(1 500)
Produit tiré du billet à ordre	1 281	1 348	1 395	1 406	1 509	1 538	1 502	1 521
Distributions reçues des coentreprises et entreprises associées, déduction faite des investissements	705	2 682	321	4 061	531	(321)	925	8 137
Dividendes versés aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle et autres	(1 933)	(6 284)	—	(1 191)	(9 110)	—	—	(6 215)
Paiements de loyers	(2 567)	(2 607)	(3 900)	(3 851)	(3 913)	(3 862)	(4 727)	(3 038)
Intérêts payés sur la dette à long terme et les débentures	(10 302)	(13 313)	(7 769)	(14 213)	(11 814)	(10 519)	(11 244)	(12 775)
Autres coûts de restructuration	2 448	4 787	928	2 329	1 873	3 333	1 015	2 685
Frais liés aux acquisitions et autres coûts ¹⁾	2 066	—	—	27	129	180	—	—
Flux de trésorerie disponibles	(22 115)	33 252	53 970	30 502	(38 776)	41 363	42 247	41 840
Flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois	95 609	78 948	87 059	75 336	86 674	87 417	95 215	121 148

¹⁾ Exclut les charges liées aux acquisitions sans effet sur la trésorerie résultant d'un regroupement d'entreprises (se reporter à la note 5 des états financiers consolidés).

Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau qui suit présente un rapprochement de la dette nette avec les mesures conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Tableau 23 – Rapprochement de la dette nette et du ratio de la dette nette (en milliers de dollars)

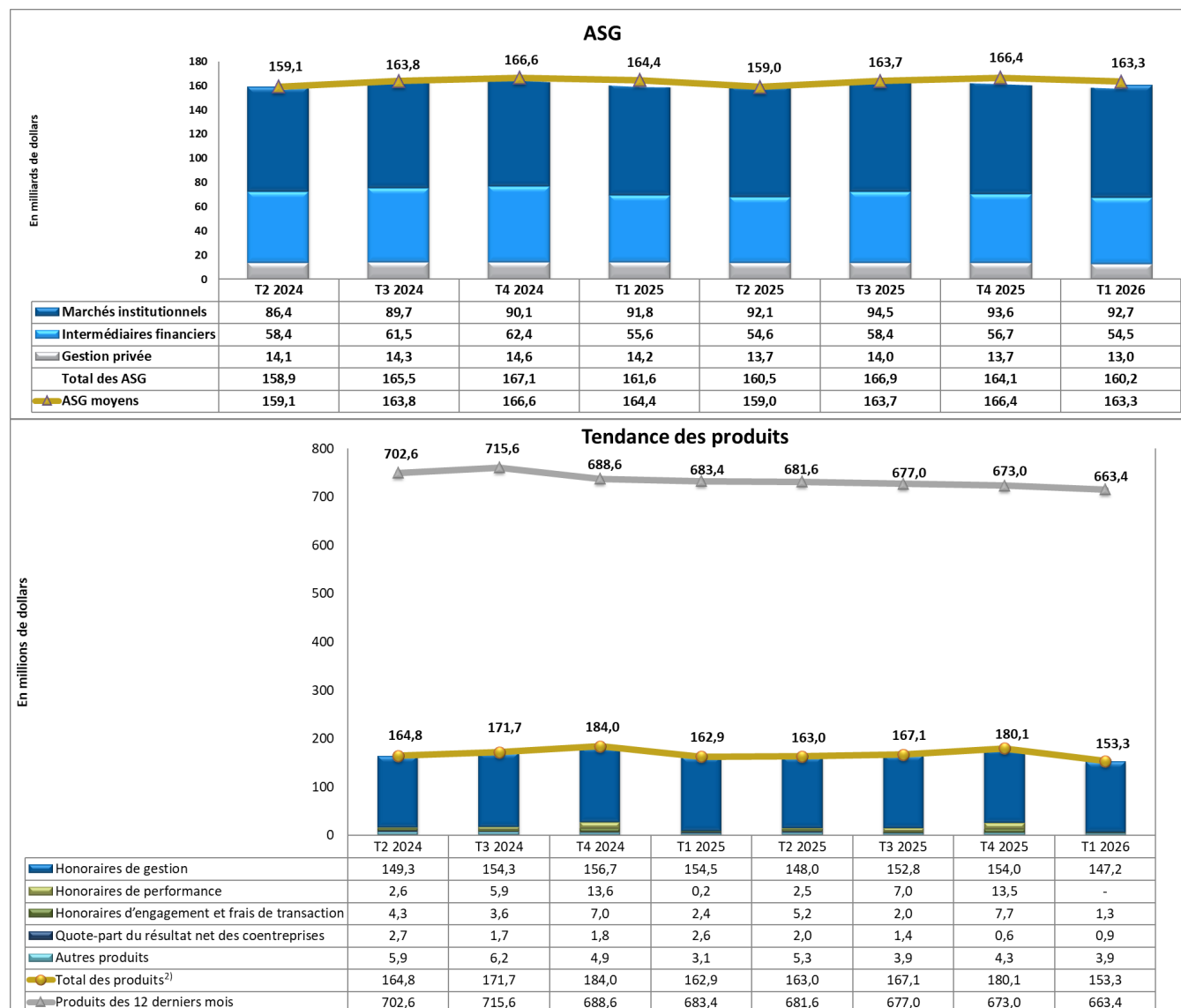
	T1 2026	T4 2025	T3 2025	T2 2025	T1 2025	T4 2024	T3 2024	T2 2024
Dette à long terme	578 183	522 423	469 204	488 667	577 158	534 447	520 607	535 596
Débentures	176 605	176 443	243 172	242 763	165 168	164 939	164 660	164 441
Juste valeur des swaps de devises croisées ¹⁾	(5 532)	6 633	(788)	3 622	(2 859)	(12 732)	(462)	(716)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(49 225)	(41 679)	(31 844)	(22 924)	(36 526)	(35 356)	(29 904)	(30 328)
Dette nette	700 031	663 820	679 744	712 128	702 941	651 298	654 901	668 993
BALIA ajusté des 12 derniers mois	193 396	194 092	192 820	194 180	193 772	195 764	219 985	212 242
Ratio de la dette nette	3,62	3,42	3,53	3,67	3,63	3,33	2,98	3,15

¹⁾ Se reporter à la rubrique « Instruments financiers » des notes complémentaires aux états financiers consolidés.

Sommaire des résultats trimestriels

Tendances des ASG, des produits, du résultat net et des flux de trésorerie

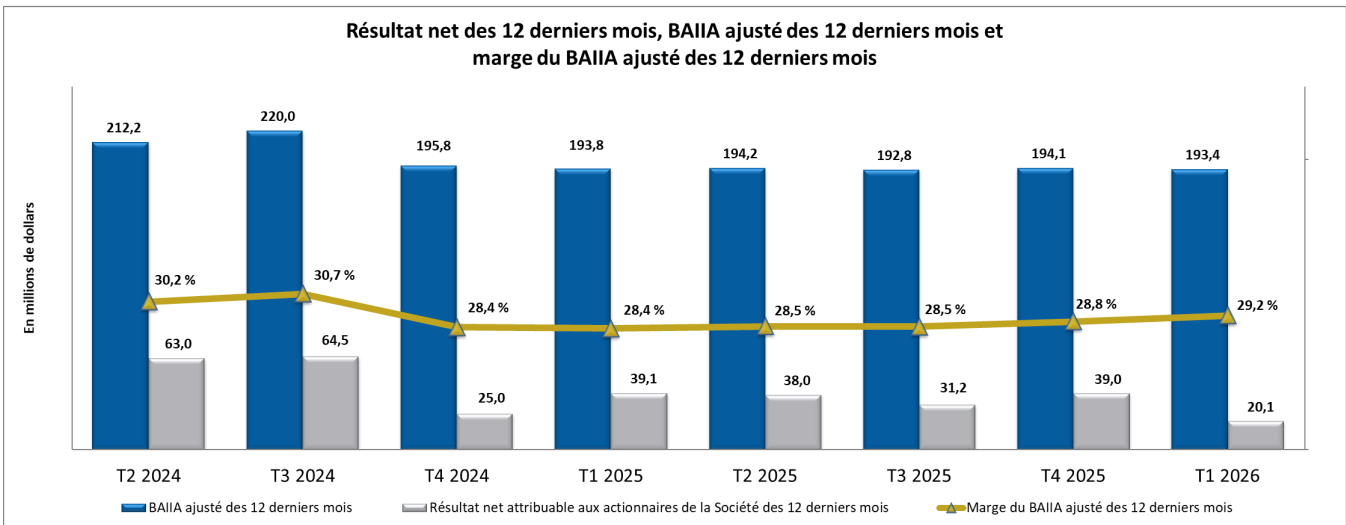
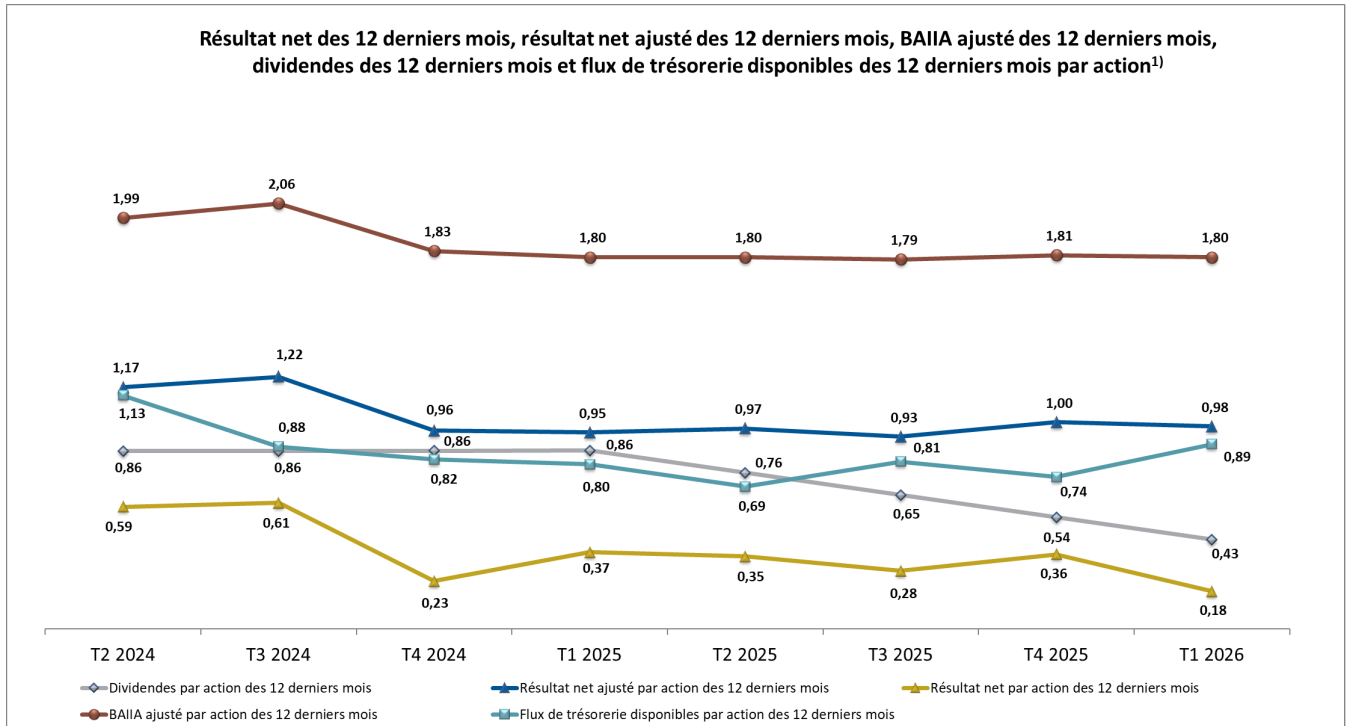
Les diagrammes qui suivent illustrent les tendances en ce qui concerne les ASG, les produits trimestriels, les produits des 12 derniers mois, le résultat net par action des 12 derniers mois, le résultat ajusté par action des 12 derniers mois¹⁾, le BAIIA ajusté par action des 12 derniers mois¹⁾, le dividende par action des 12 derniers mois, les flux de trésorerie disponibles par action des 12 derniers mois¹⁾, le résultat net des 12 derniers mois, le BAIIA ajusté des 12 derniers mois¹⁾ ainsi que la marge du BAIIA ajusté des 12 derniers mois¹⁾. Les diagrammes illustrent aussi les tendances en ce qui concerne les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois¹⁾ et les dividendes versés des 12 derniers mois, ainsi que le ratio de la dette nette¹⁾ et le ratio de la dette à long terme de la Société.



¹⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 45 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 57 à 60.

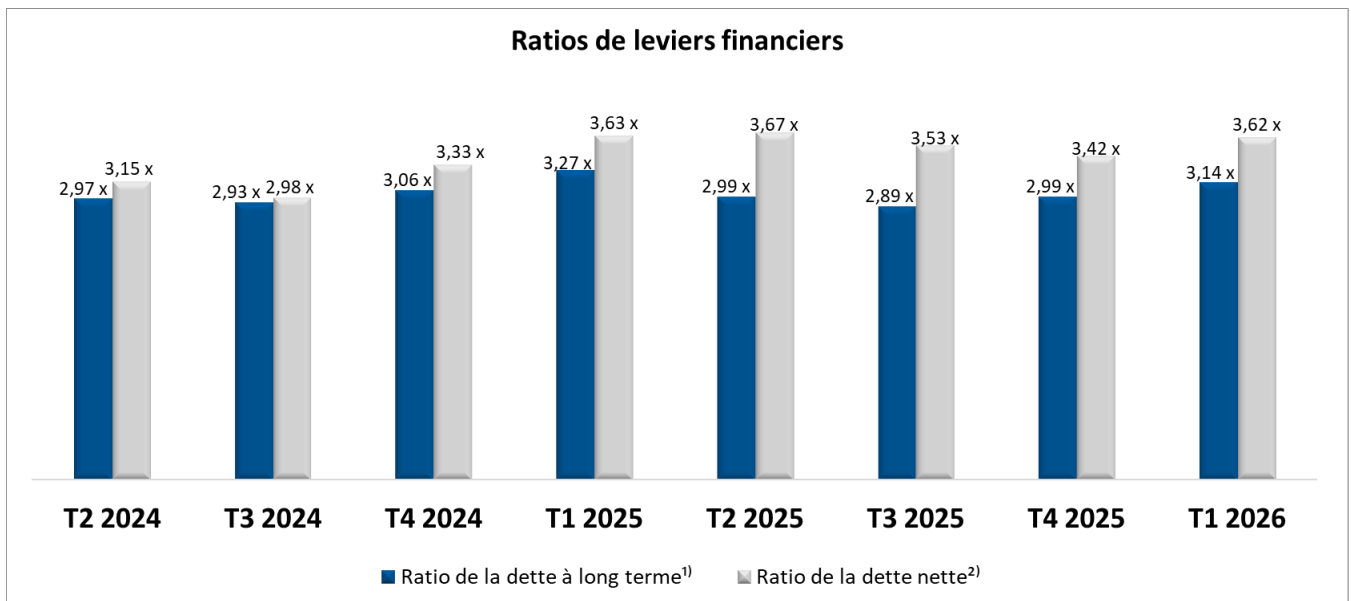
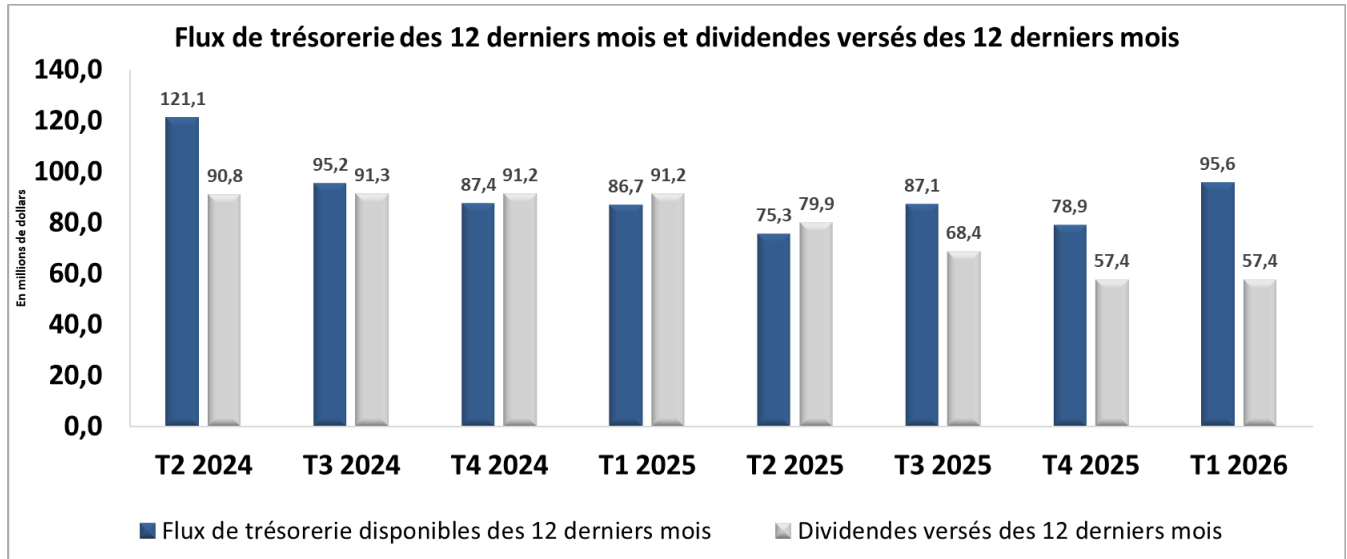
²⁾ Les totaux partiels peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Sommaire des résultats trimestriels



¹⁾ Les montants par action des 12 derniers mois du T4 2025 et du T4 2024 sont fondés sur le nombre moyen pondéré annuel d'actions en circulation.

Sommaire des résultats trimestriels



¹⁾ Représente le montant brut de la dette à long terme et des autres obligations, déduction faite de la trésorerie, divisé par le BAIIA des 12 derniers mois calculé conformément à l'entente de crédit.

²⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 45 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 57 à 60.

Événements postérieurs à la date de clôture

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Déclaration de dividendes

Le 7 mai 2026, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,108 \$ par action de catégorie A et par action de catégorie B, payable le 18 juin 2026 aux actionnaires inscrits aux registres à la fermeture des bureaux le 21 mai 2026. Le dividende est un dividende admissible aux fins de l'impôt sur le revenu.

Refinancement de la débenture hybride

Le 1^{er} mai 2026, la Société a conclu un placement privé visant une débenture subordonnée non garantie de premier rang, pour un montant en capital de 100 millions de dollars (la « débenture »), émise au pair en faveur du Fonds de solidarité FTQ, parallèlement au rachat du montant en capital de 100 millions de dollars de la débenture hybride à 6,0 % échéant le 30 juin 2027 qui avait été émise précédemment en faveur du Fonds de solidarité FTQ.

La débenture porte intérêt à un taux de 7,40 % par année et elle viendra à échéance le 30 avril 2031; les intérêts sont payables semestriellement à terme échu. La débenture sera remboursable en totalité ou en partie au gré de la Société, avant le 30 avril 2030, à un prix correspondant au montant du capital et de l'intérêt cumulé et non versé, majoré d'une prime calculée conformément aux modalités de la débenture ou, à compter du 30 avril 2030, à un prix correspondant à la valeur nominale majorée de l'intérêt cumulé et non versé.

La Société aura l'option de payer le prix de rachat ou de rembourser le montant en capital de la débenture qui est exigible au moment du rachat ou à l'échéance et de verser les intérêts sur la débenture à chaque date de versement des intérêts au moyen de l'émission et de la remise d'actions de catégorie A librement négociables. La débenture hybride ne sera pas convertible en actions de catégorie A au gré du porteur. La débenture est de même rang que les débentures hybrides à 7,75 % de la Société.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le président mondial et chef de la direction ainsi que le directeur exécutif, chef de la direction financière mondiale et chef de la stratégie corporative, de concert avec la direction, sont responsables de l'établissement et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information et d'un contrôle interne à l'égard de l'information financière adéquats, selon la définition que donne à ces termes le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information significative est enregistrée et présentée à la direction en temps opportun de sorte que l'information devant être présentée par la Société dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis par la Société en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la législation sur les valeurs mobilières.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière est conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers pour diffusion externe conformément aux IFRS.

Contrôle interne et procédures

Tous les systèmes de contrôle interne, peu importe l'efficacité de leur conception, comportent des limites inhérentes. Par conséquent, même les systèmes réputés efficaces peuvent fournir seulement une assurance raisonnable en ce qui a trait à la préparation et à la présentation des états financiers.

Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre ouvert le 1^{er} janvier 2026 et clos le 31 mars 2026, aucun changement n'a été apporté au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence significative sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

RENSEIGNEMENTS IMPORTANTS

Corporation Fiera Capital est une société de gestion de placement mondiale qui compte des filiales dans différents territoires (collectivement, dans la présente rubrique, « Fiera Capital »). Les renseignements et opinions exprimés dans le présent document sont fournis à titre indicatif seulement. Ils peuvent être modifiés et ils ne doivent pas servir de fondement à une décision de placement ou de vente. Même s'ils ne sont pas exhaustifs, les présents renseignements importants au sujet de Fiera Capital et de ses services doivent être lus et compris conjointement avec tout le contenu accessible sur les sites Web de Fiera Capital.

Le rendement passé n'est pas garant du rendement futur. Tous les placements présentent un risque de perte, et rien ne garantit que les avantages exposés ici seront réalisés. Sauf indication contraire, les évaluations et les rendements sont calculés et libellés en dollars canadiens.

Les renseignements qui se trouvent dans le présent document ne constituent pas des conseils en placement, et l'investisseur ne doit pas s'y fier pour prendre des décisions de placement. Ils ne doivent pas non plus être considérés comme une sollicitation d'achat ou une offre de vente de titres ou d'autres instruments financiers. Le présent document ne tient pas compte des objectifs et stratégies de placement d'un investisseur en particulier, de sa situation fiscale ni de son horizon de placement. Aucune déclaration n'est faite et aucune garantie n'est donnée à l'égard de l'exactitude de ces renseignements, et aucune responsabilité n'est assumée quant aux décisions fondées sur ceux-ci. Toutes les opinions exprimées dans les présentes sont le fruit de jugements portés à la date de leur publication et peuvent changer. Bien que les faits et données contenus dans le présent document proviennent de sources que Fiera Capital estime fiables, nous n'en garantissons pas l'exactitude, et ces renseignements peuvent être incomplets ou résumés. Nous nous dégageons de toute responsabilité, quelle qu'en soit la nature, à l'égard de toute perte et de tout dommage directs, indirects ou consécutifs qui pourraient résulter de l'utilisation de l'information contenue dans ce document. Les tableaux, les graphiques et les descriptions de l'historique ou du rendement d'un placement ou d'un marché contenus dans le présent document ne constituent aucunement une déclaration indiquant que cet historique ou ce rendement se poursuivra ou que le scénario ou le rendement d'un placement sera similaire à celui qui figure dans les tableaux, graphiques ou descriptions.

Les tableaux et graphiques contenus dans le présent document sont fournis à titre illustratif seulement et ils n'ont pas pour but d'aider le lecteur à déterminer quels titres acheter ou vendre ou à quel moment acheter ou vendre des titres. Tout placement décrit dans le présent document y figure à titre d'exemple seulement et il ne constitue pas une déclaration que le même scénario de placement ou un scénario de placement similaire se reproduira dans un avenir rapproché ou qu'un placement futur sera aussi rentable que l'exemple ou qu'il n'entraînera pas de perte. Tous les rendements sont purement historiques, ils ne constituent pas une indication des performances futures et ils sont sujets à ajustement.

Chaque entité membre du groupe de sociétés Fiera Capital ne fournit des services de conseils en placement ou n'offre des fonds de placement que dans les territoires où cette entité est inscrite et où elle est autorisée à fournir ces services ou le produit pertinent en vertu d'une dispense d'inscription. Par conséquent, certains produits, services et renseignements connexes décrits dans le présent document pourraient ne pas être offerts aux résidents de certains territoires. Veuillez consulter les renseignements sur les produits ou les services en question pour en savoir plus sur les exigences légales (y compris les restrictions de placement) applicables à votre territoire. Pour des précisions sur l'inscription de tout membre du groupe de Fiera Capital ou sur la dispense d'inscription à laquelle il se fie, veuillez consulter le <https://www.fieracapital.com/fr/inscriptions-et-autorites>.

Vous trouverez des renseignements supplémentaires sur Corporation Fiera Capital ainsi que ses états financiers annuels audités et sa notice annuelle les plus récents sur le site de SEDAR+ à www.sedarplus.ca.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

